

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS PAR DÉFAUT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 11 décembre 1911, à 3 heures

PAR

MAURICE WEILL

Président : M. TISSIER, professeur.

Suffragants { *M. CAPITANT, professeur.*
 { *M. CARPENTIER, chargé de cours.*

{ * }

PARIS
LIBRAIRIE DALLOZ

RUE SOUFFLOT, 11

1911

DE L'EXÉCUTION
DES
JUGEMENTS PAR DÉFAUT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS PAR DÉFAUT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 11 décembre 1911, à 3 heures

PAR

MAURICE WEILL

Président : M. TISSIER, professeur.

Suffragants { *M. CAPITANT, professeur.*
M. CARPENTIER, chargé de cours.



PARIS

LIBRAIRIE DALLOZ

RUE SOUFFLOT, 11

—
1911

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*

INTRODUCTION

La loi a établi pour l'exécution des jugements par défaut des règles spéciales, dans le but de protéger les défaillants contre des jugements obtenus par surprise, et de les mettre à même de présenter leurs défenses, en arrêtant l'exécution par une opposition.

Elle empêche le demandeur de précipiter l'exécution, en lui interdisant d'y procéder avant l'expiration d'un délai de huitaine après la signification du jugement, sauf lorsqu'il y a urgence, et dans les cas prévus par l'article 135 du Code de procédure civile.

Elle oblige le demandeur à faire signifier le jugement par un huissier commis soit par le tribunal, soit par le juge du domicile du défaillant que le tribunal aura désigné, à peine de nullité de toutes poursuites d'exécution, dans le but d'avertir plus sûrement le défaillant du jugement rendu contre lui.

Elle ne fait courir les délais de grâce accordés par défaut que du jour de la signification du jugement qui accorde ces délais.

Elle oblige le demandeur à procéder à l'exécution des jugements par défaut dans les six mois de leur obtention, à peine de nullité de ces jugements, afin que le défaillant ne soit pas surpris par une exécution tardive.

Enfin elle laisse ouverte au défaillant la voie de l'opposition, tant que le jugement n'a pas reçu sa complète exécution, ou tant qu'il n'est pas certain que le défaillant ait eu connaissance de l'exécution.

Toutes ces règles sont contenues dans les articles 155, 156, 158, 159 et 123 du Code de procédure civile. Le texte de ces articles a donné lieu à de nombreuses difficultés d'interprétation, que la présente étude a pour objet d'examiner, avec l'indication des solutions qui semblent le plus conformes à l'esprit de la loi. Nous signalerons en outre, quand il y aura lieu, les modifications que l'on a proposé d'apporter à la législation actuelle.

CHAPITRE I

DU MOMENT A PARTIR DUQUEL LES JUGEMENTS PAR DÉFAUT DEVIENNENT EXÉCUTOIRES

§ 1. — Exposé de la règle et jugements auxquels elle s'applique.

Aux termes de l'article 155 du Code de procédure civile, les jugements par défaut ne peuvent être exécutés avant l'échéance de la huitaine de la signification à avoué, s'il y a eu constitution d'avoué, et de la signification à personne ou à domicile, s'il n'y a pas eu constitution d'avoué.

Cette règle est commune à tous les jugements par défaut rendus par les tribunaux civils de première instance. Elle n'existe pas pour les jugements par défaut rendus par les tribunaux de commerce ; car, aux termes de l'article 435 du Code de procédure civile, ces jugements sont exécutoires un jour après la signification : ce jour est franc, conformément à l'article 1033 du même Code ; ce n'est donc que le

troisième jour qui suit celui de la signification que le jugement peut recevoir son exécution. Mais les jugements déclaratifs de faillite sont immédiatement exécutoires, aux termes de l'article 440 du Code de commerce.

En ce qui concerne les jugements par défaut rendus par les tribunaux de paix et les conseils de prud'hommes, la loi est muette. Mais, comme le délai pour faire opposition est de trois jours à partir de la signification faite par l'huissier-audiencier ou tel autre huissier qui aura été commis (1), ce délai serait illusoire, si ces jugements étaient immédiatement exécutoires, puisque des tiers pourraient consentir immédiatement à leur exécution à l'insu du défaillant.

Il faut donc conclure que les jugements par défaut rendus par les tribunaux de paix et les conseils de prud'hommes ne peuvent être exécutés avant l'expiration des trois jours qui suivent leur signification ou d'un délai plus long, s'il y a lieu, à raison de la distance, ou lorsque le juge de paix ou le conseil de prud'hommes prolonge le délai, conformément à l'article 21 du Code de procédure civile, ainsi qu'on le verra plus loin. Toutefois, si ce délai est augmenté de plus que la huitaine, la règle générale de l'article 155 du Code de procédure civile autorise, nous semble-

(1) Article 20 du Code de procédure civile et article 43 de la Loi du 27 mars 1907 concernant les conseils de prud'hommes.

t-il, l'exécution de ces jugements, passé le délai de huitaine après leur signification.

La question d'un délai pour commencer l'exécution ne se pose pas pour les jugements par défaut non susceptibles d'opposition, lesquels, par suite, doivent être réputés contradictoires : tels sont les jugements rendus après défaut profit-joint d'après l'article 153 du Code de procédure civile, les jugements en matière d'ordres d'après l'article 762 du même Code, les jugements par défaut en matière de folle enchère d'après l'article 739, § 3, du même Code, les jugements sur des incidents en matière de faillite d'après l'article 583 du Code de commerce.

La règle ne s'applique pas aux jugements de défaut profit-joint : ce sont en effet des jugements par lesquels le tribunal donne acte au demandeur, qui le requiert, du défaut d'un défendeur, alors qu'un ou plusieurs autres défendeurs ont comparu, et commet un huissier pour les signifier au défaillant avec réassignation pour le jour auquel la cause sera appelée. Ces jugements ne sont que des actes d'administration, analogues aux jugements de remise, accomplis en l'absence des parties qui ont comparu ; ils ne sont pas susceptibles d'opposition, puisqu'ils se bornent à constater le défaut de comparution d'un défendeur. Par suite, si le demandeur obtient l'autorisation d'assigner le défaillant à bref délai, il pourra prendre un jugement définitif avant l'expiration de la huitaine

qui suit la signification, à l'échéance des délais de la réassignation.

En règle générale, comme on l'a vu plus haut, les jugements par défaut ne peuvent être exécutés, aux termes de l'article 155 du Code de procédure civile, avant l'échéance de la huitaine de la signification à avoué, s'il y a eu constitution d'avoué, et de la signification à personne ou domicile, s'il n'y a pas eu constitution d'avoué.

Ce délai de huitaine est donné au défaillant, réputé ignorer l'instance introduite contre lui, s'il n'a pas constitué avoué, pour qu'il puisse ou prendre ses dispositions en vue d'exécuter le jugement rendu contre lui, s'il l'accepte, ou réfléchir sur l'utilité d'une opposition à l'exécution de ce jugement, s'il ne l'accepte pas.

Cette dernière raison existe seule pour le défaillant faute de conclure : ce dernier n'ignore pas, en effet, l'instance introduite contre lui ; il est mis au courant de la procédure par l'avoué qu'il a constitué, et, s'il n'a pas posé de conclusions, c'est par négligence ou bien plutôt par calcul. En ce qui le concerne, le délai de huitaine pendant lequel il ne peut être procédé à l'exécution coïncide avec le délai de huitaine que lui donne l'article 157 pour faire opposition à l'exécution de ce jugement. Passé ce délai, le jugement sera immédiatement exécutoire, sauf la

nécessité de la signification préalable à la personne ou au domicile de la partie condamnée, conformément à l'article 147, si le jugement contient une condamnation ou un ordre auquel elle doit obtempérer en personne. C'est cette signification qui fait courir, nous semble-t-il, les délais d'appel, malgré la lettre de l'article 443, § 2. Mais, dès cette signification, on peut procéder à l'exécution du jugement, pourvu, bien entendu, que cette signification ait été faite après l'expiration de la huitaine qui suit la signification à avoué.

On ne voit point la raison pour laquelle il serait nécessaire d'attendre l'expiration de la huitaine qui suit la signification à partie, comme le prétendent certains auteurs, lorsque l'on a déjà attendu l'expiration de la huitaine de la signification à avoué, et que le jugement n'est plus susceptible d'opposition. La partie défaillante faute de conclure a certainement été prévenue du jugement intervenu par son avoué ; celui-ci en effet engagerait sa responsabilité en ne le faisant pas, et en ne mettant pas par suite son client à même de faire opposition, si bon lui semblait, pendant cette huitaine. La partie défaillante ayant huit jours pour se préparer à l'exécution ou pour former opposition, pourquoi lui accorder un plus long délai, alors que les jugements contradictoires, susceptibles d'appel, non exécutoires par provision, peuvent être exécutés dès la signification à partie après l'expiration du délai de huitaine qui suit leur

prononcé (1) ? D'ailleurs, le texte de l'article 155 est formel : « Les jugements par défaut ne seront pas exécutés avant l'échéance de la huitaine de la signification à avoué, s'il y a eu constitution d'avoué. » Donc, après l'expiration de ce délai, les jugements par défaut faute de conclure peuvent être exécutés, sauf à être au préalable signifiés à partie conformément aux prescriptions de l'article 147 précité.

Ce délai est franc suivant le principe général de l'article 1033 du Code de procédure civile ; toutefois il ne semble pas devoir être augmenté à raison des distances. En effet : 1° dans le cas d'un défaut faute de conclure, l'avoué du défaillant représente son client et a dû recevoir de lui des instructions soit pour faire opposition, soit pour laisser passer les délais d'opposition ; et 2°, dans le cas d'un défaut faute de constituer avoué, le délai de huitaine est donné au défaillant pour prendre ses dispositions en vue d'exécuter le jugement, s'il n'est pas dans l'intention de former opposition. Par conséquent, ce délai doit être considéré comme fixe.

La sanction de l'article 155 est la nullité des actes d'exécution accomplis avant l'expiration de la huitaine, parmi lesquels il faut, nous semble-t-il, ranger

(1) Article 150 du Code de procédure civile.

un commandement (1), peut-être même une saisie-arrêt. Mais tous actes conservatoires, tels qu'une inscription d'hypothèque judiciaire, seraient valables sous la condition résolutoire du jugement qui interviendrait sur une opposition.

§ 2. — Cas particuliers.

A. — Jugements de séparation de biens.

On a soutenu, en s'appuyant sur quelques arrêts (notamment Toulouse, 23 août 1857, *Rép. Dalloz*, v° Jugements, n° 419-8°), que la défense d'exécuter les jugements par défaut avant l'échéance de la huitaine qui suit leur signification ne concerne pas les jugements de séparation de biens, que l'article 1444 du Code civil prescrit d'exécuter à peine de nullité dans la quinzaine qui suit le prononcé de ces jugements. Mais rien ne justifie une telle dérogation, qui ne se trouve dans aucun texte. D'ailleurs, l'article 1444 se contente de poursuites commencées, comme un commandement ou l'ouverture du procès-verbal de liquidation des reprises, pourvu qu'elles ne soient pas ensuite interrompues. On a donc ainsi tout le temps de commencer les poursuites après l'expiration de la

(1) En sens contraire : Trib. civ. Lourdes, 5 févr. 1901, D. P. 1901. 2. 365. Ce jugement considère que le commandement constitue non un acte d'exécution, mais une simple mise en demeure. Nous discuterons ce point au Chapitre V.

huitaine qui suit la signification du jugement, sans avoir à craindre la nullité de la séparation de biens prononcée.

Mais la publicité prescrite par l'article 1445 du Code civil et par l'article 872 du Code de procédure civile peut être faite immédiatement après le jugement : elle constitue, en effet, une mesure destinée à avertir les tiers, et non pas un acte d'exécution; de plus, aux termes de ces mêmes articles, cette publicité doit être préalable à l'exécution, à peine de nullité.

B. — Jugements d'interdiction.

Il n'y a de même aucune dérogation au principe général de l'article 155 dans ce fait qu'aux termes de l'article 502 du Code civil, l'interdiction ou la nomination d'un conseil judiciaire ont leur effet du jour du jugement. Tous actes passés postérieurement à ce jour par l'interdit, ou par l'individu pourvu d'un conseil sans l'assistance du conseil, sont nuls de droit. De même qu'un failli est dessaisi de l'administration de son patrimoine à partir du jour du jugement déclaratif, de même un interdit, un prodigue, un faible d'esprit sont incapables d'agir seuls dès le prononcé du jugement, même rendu par défaut, qui déclare l'interdiction ou défend de procéder sans l'assistance d'un conseil. Il y a, en effet, urgence à ce que cette incapacité vienne frapper l'interdit, le prodigue ou le

faible d'esprit. Mais on ne peut exécuter le jugement sur les biens de l'interdit, du prodigue ou du faible d'esprit, ni convoquer le conseil de famille qui nomme le tuteur de l'interdit, qu'après l'expiration du délai de huitaine après signification, lorsque ce jugement est par défaut, car le principe général de l'article 155 du Code de procédure civile subsiste. La règle de l'article 502 du Code civil n'est en effet relative qu'à la capacité de l'interdit, du prodigué ou du faible d'esprit.

Quant à la publicité prescrite par le paragraphe 1 de l'article 501 du même Code, elle peut être faite immédiatement, car elle ne constitue pas une mesure d'exécution sur les biens de l'interdit ou de l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, mais une mesure de publicité destinée à avertir les tiers, et la loi ordonne qu'elle soit faite dans les dix jours qui suivent le prononcé de l'arrêt ou du jugement portant interdiction ou nomination de conseil.

C. — Jugements de divorce.

Les jugements qui prononcent un divorce par défaut, lorsque la partie défenderesse n'a pas constitué avoué, méritent une mention spéciale. Aux termes de l'article 247, § 3, du Code civil, si de tels jugements ne sont pas signifiés à personne, le président en ordonne, sur simple requête, la publication par extraits dans les journaux qu'il désigne, et l'opposi-

tion est recevable dans les huit mois qui suivent le dernier acte de publicité. Ces jugements ne peuvent recevoir d'autre exécution au point de vue de la péremption que cette publication, puisque toute autre exécution, sauf en ce qui concerne les mesures provisoires, est suspendue jusqu'à la transcription, dont l'absence les rendrait nuls et non avenue (1).

Cette publicité peut être faite immédiatement, sans qu'il soit nécessaire d'attendre l'expiration du délai de huitaine après la signification. La raison générale de l'article 155 du Code de procédure civile, qui est de laisser un délai au défaillant pour qu'il se prépare à l'exécution ou pour qu'il fasse opposition, n'existe pas ici. L'exécution, il n'a pas à la redouter, puisqu'elle n'aura lieu que dix mois au plus tôt après la signification qui lui a été faite, si cette signification n'a pas été faite à sa personne, et il a huit mois pour faire opposition après le dernier acte de publicité. C'est pour remédier à l'impossibilité d'une exécution que le législateur a fixé un délai pour l'opposition et a prescrit cette publicité pour faire courir le délai. Ce n'est pas l'exécution du jugement qui rend ici l'opposition non recevable, c'est au contraire l'expiration des délais d'opposition et d'appel qui rend possible l'exécution. Les règles du Code de procédure civile n'ont donc aucune raison de s'appliquer : le demandeur peut présenter requête

(1) Article 252, § 4, du Code civil.

à fin d'insertions légales extraordinaires, immédiatement après une signification non faite à personne, et, sitôt la requête répondue, procéder valablement à la publicité, afin de faire courir le délai d'opposition.

Il ne faut pas confondre cette publicité, destinée à avertir le défaillant du jugement rendu par défaut contre lui, avec la publicité prescrite par l'article 250 du Code civil, destinée à avertir les tiers, laquelle doit être faite après la transcription du divorce, transcription qui seule opère dissolution du mariage et, par suite, du régime matrimonial des époux, à l'égard des tiers.

D. — Jugements ordonnant une enquête.

Il est nécessaire aussi de dire un mot des jugements ordonnant une enquête par défaut faute de comparaître, car certains auteurs font courir le délai de huitaine, pendant lequel l'article 257 du Code de procédure civile prescrit, à peine de nullité, de commencer l'enquête, du jour de la signification de ces jugements à la partie défaillante, et non de l'expiration de la huitaine qui suit cette signification. Cette interprétation est conforme à la lettre d'un passage de cet article, qu'ils ont le tort de détacher de l'ensemble de l'article : « Si le jugement est rendu contre une partie qui n'avait point d'avoué, le délai courra du jour de la signification à personne ou domicile. » Il est facile

de voir que le paragraphe 1 de cet article, d'où est extrait ce passage, se rapporte tout entier aux jugements contradictoires, et que seul le paragraphe 2 se rapporte aux jugements rendus par défaut. Le paragraphe 1 dit, en effet, que l'enquête sera commencée dans la huitaine du jour de la signification à avoué, et le paragraphe 2 dit que, si le jugement est susceptible d'opposition, le délai courra du jour des délais de l'opposition. Par conséquent, les enquêtes ordonnées par des jugements rendus par défaut faute de conclure ne pourront être commencées qu'après l'expiration de la huitaine qui suit la signification à avoué, et devront l'être dans la huitaine qui suit l'expiration de cette première huitaine. Et cela est bien conforme à l'article 155, d'après lequel les jugements par défaut faute de conclure ne peuvent être exécutés avant l'échéance de la huitaine de la signification à avoué. Or, d'après ce dernier article, les jugements par défaut faute de constituer avoué ne peuvent être exécutés avant l'échéance de la huitaine de la signification à personne ou domicile; il en résulte que l'enquête ne peut être commencée avant l'échéance de cette huitaine, car elle constitue l'exécution du jugement qui l'ordonne; mais il résulte de l'article 257 qu'elle doit être, à peine de nullité, commencée dans la huitaine suivante. Les rédacteurs de l'article 257 eussent dû être plus explicites, en faisant une distinction entre les jugements par défaut faute de conclure, pour lesquels

il y a un délai fixe d'opposition, et les jugements par défaut faute de constituer avoué, susceptibles d'opposition jusqu'à leur exécution. Quant au passage précité du paragraphe 1 de cet article : « Si le jugement est rendu contre une partie qui n'avait point d'avoué, le délai courra du jour de la signification à personne ou domicile, » il se rapporte vraisemblablement au cas, prévu par l'article 148, où l'avoué constitué est décédé ou a cessé de postuler, et où la signification à partie est suffisante.

La jurisprudence a adopté l'interprétation de l'article 257 que nous venons de proposer : le délai de huitaine pendant lequel l'enquête doit être ouverte à peine de nullité court depuis l'expiration de la huitaine qui suit la signification (Caen, 24 avr. 1839, D.P. 1839.2.188 ; Paris, 25 févr. 1857, S. 1857.2.250).

On peut objecter que la loi, dans le cas des jugements contradictoires, ordonne, à peine de nullité, que l'enquête soit ouverte dans la huitaine de la signification, et cela dans la crainte qu'un délai plus long ne permît au demandeur de suborner des témoins peu disposés à déposer en sa faveur ou de s'en procurer d'autres à prix d'argent. Pourquoi accorderait-elle un délai plus long dans le cas des jugements par défaut ? A cette objection, on ne peut répondre qu'en s'appuyant sur les textes eux-mêmes du Code de procédure civile, et aussi en faisant observer que l'ouverture du procès-verbal d'enquête ferme au défaillant la voie de l'oppo-

sition, et que, dans ces conditions, il convient de lui laisser le délai prescrit par l'article 155 pour acquiescer ou pour faire opposition.

§ 3. — De l'exécution provisoire.

Aux termes du paragraphe 1 *in fine* de l'article 155, lorsqu'il y a urgence et dans les cas prévus par l'article 155, l'exécution d'un jugement par défaut peut être ordonnée avant l'expiration du délai de huitaine qui suit la signification à avoué, si ce jugement est par défaut faute de conclure, ou la signification à personne ou domicile, si ce jugement est par défaut faute de constituer avoué; et l'on sait que, dans ces cas, le tribunal qui rend le jugement doit ou peut en ordonner l'exécution provisoire nonobstant appel. Si les juges omettent d'ordonner l'exécution d'un tel jugement avant l'expiration du délai de huitaine après signification, il ne peut être procédé à cette exécution qu'après l'expiration de ce délai. Une opposition de la partie défaillante arrêterait cette exécution, mais un appel ne l'arrêterait pas.

Le paragraphe 1 *in fine* de l'article 155 autorise donc le tribunal qui rend un jugement par défaut à en ordonner l'exécution immédiate, sans qu'il soit nécessaire d'attendre l'expiration du délai de huitaine après signification. C'est une simple *faculté*, et non une *obligation* pour le tribunal, et, si le tribunal use de cette

faculté, il doit constater l'urgence dans son jugement, tandis que le tribunal qui accorde l'exécution provisoire nonobstant appel n'est pas tenu de faire cette constatation. Le tribunal ne saurait imposer en ce cas au demandeur l'obligation de fournir une caution, car le défendeur défaillant peut, s'il redoute le préjudice irréparable qui pourrait résulter pour lui de l'insolvabilité du demandeur, arrêter immédiatement l'exécution par une opposition.

Bien plus, le paragraphe 2 du même article autorise le tribunal qui rend un jugement par défaut, dans les mêmes cas, à ordonner l'exécution non seulement avant l'expiration du délai de huitaine après signification, mais même nonobstant opposition : l'exécution provisoire est alors ordonnée nonobstant opposition. La loi exige qu'il y ait péril en la demeure; cette expression signifie qu'il y a une urgence extrême, une nécessité pressante que les mesures ordonnées par le tribunal reçoivent immédiatement leur exécution, ainsi en matière de divorce ou de séparation de corps, lorsque le tribunal est appelé à statuer sur la garde des enfants, sur une pension alimentaire. Le tribunal doit constater qu'il y a péril en la demeure, ou du moins cela doit ressortir clairement des motifs du jugement, afin qu'il paraisse évident que telle est la raison pour laquelle l'exécution provisoire a été ordonnée. Ainsi en a jugé la Cour de cassation : Req. 3 avr. 1872, D. P. 73. 1 25.

Certains auteurs prétendent que le fait qu'il y ait péril en la demeure suffit seul pour que l'exécution provisoire nonobstant opposition puisse être ordonnée, sans qu'il soit nécessaire de se trouver dans l'un des cas prévus par l'article 135. Nous ne le croyons pas : il semble, si l'on peut s'exprimer ainsi, que le paragraphe 2 de l'article 135 surenchérit sur le paragraphe 1 : « Pourront aussi les juges... » doit être entendu : « Pourront bien plus les juges..., » mais seulement dans le cas où il y aurait péril en la demeure, ordonner l'exécution nonobstant opposition. Au surplus, en ce qui concerne les jugements contradictoires, il n'est dit nulle part, dans le Code de procédure civile, que le fait qu'il y ait péril en la demeure soit suffisant pour que l'exécution provisoire nonobstant appel puisse être ordonnée. *A fortiori*, ce fait à lui seul ne peut suffire, en ce qui concerne un jugement par défaut, pour que l'exécution provisoire nonobstant opposition puisse en être ordonnée. Il faut donc, à la fois, qu'il y ait péril en la demeure et que l'on soit dans un des cas prévus par l'article 135, pour que le tribunal, qui rend un jugement par défaut, puisse en ordonner l'exécution immédiate nonobstant opposition. Telle est du moins notre opinion ; mais ce n'est pas celle de la majorité des auteurs, qui, au contraire, estiment suffisant le fait qu'il y ait péril en la demeure.

Le tribunal peut alors exiger du demandeur qu'il

fournisse une caution ; s'il ne dit rien à ce sujet dans son jugement, c'est qu'il n'en exige pas. Il a été justement décidé en ce sens par la Cour de cassation que, lorsqu'en déclarant un jugement par défaut exécutoire par provision, les juges n'ont pas ajouté si c'était avec ou sans caution, le poursuivant était de plein droit dispensé d'en fournir : Req. 3 avr. 1872, précité. Le tribunal a, en cette matière, un pouvoir discrétionnaire.

Le paragraphe 2 *in fine* de l'article 155 ajoute que l'exécution provisoire nonobstant opposition ne peut être ordonnée que par le jugement même qui statue par défaut sur les mesures sollicitées par le demandeur, et non par un jugement ultérieur. Cette règle s'applique également à l'exécution provisoire ordonnée sauf opposition, prévue par le paragraphe 1, bien que ce paragraphe n'en dise rien. Mais la disposition de l'article 136 s'applique également à l'exécution provisoire des jugements par défaut : les juges qui auront omis de prononcer l'exécution provisoire d'un jugement par défaut ne pourront donc l'ordonner par un second jugement ; un tribunal ne peut en effet réformer ni modifier sa décision, quand il a épuisé sa juridiction.

La règle de l'article 137, laquelle interdit aux juges d'ordonner l'exécution provisoire pour les dépens,

quand même ils seraient adjugés à la partie gagnante pour tenir lieu de dommages-intérêts, s'applique évidemment aux jugements par défaut.

§ 4. — Exécution contre les tiers.

D'après l'article 164 et l'article 548, les jugements par défaut ne peuvent être exécutés contre les tiers que sur la production d'un certificat constatant la date de leur signification et d'un certificat délivré par le greffier constatant qu'il n'y a aucune opposition portée sur le registre tenu au greffe conformément aux prescriptions de l'article 163. Cette double production ne peut avoir pour objet que de montrer aux tiers que le délai d'opposition s'est écoulé sans qu'une opposition ait été formée, et elle ne peut s'expliquer que si les tiers ont le droit de refuser l'exécution tant que ce délai n'est pas expiré. Il en résulte que les jugements rendus par défaut faute de conclure ne peuvent recevoir d'exécution à l'égard du tiers qu'après l'expiration de la huitaine qui suit leur signification. Il ne saurait donc être question pour ces jugements d'exécution provisoire à l'égard des tiers.

En ce qui concerne les jugements rendus par défaut faute de comparaître, il n'y a pas de délai fixe d'opposition. Mais les raisons qui ont décidé le législateur à interdire l'exécution provisoire d'un jugement rendu

par défaut faute de conclure à l'égard d'un tiers s'appliquent *a fortiori* aux jugements rendus par défaut faute de constituer avoué ; les défaillants faute de constituer avoué sont, en effet, censés ignorer tout de l'instance introduite contre eux. Il faut au moins donner à ces derniers le délai de huitaine prescrit par l'article 155 pour qu'ils puissent former opposition. Immédiatement après l'expiration de ce délai, l'exécution pourra être poursuivie contre les tiers sur la production des certificats sus-énoncés : ce sera souvent le seul moyen pour le demandeur de fermer au défaillant la voie de l'opposition. Si, en effet, il fallait attendre qu'un jugement, rendu par défaut faute de constituer avoué, ne fût plus susceptible d'opposition pour les exécuter contre les tiers, on tournerait dans un cercle vicieux, puisque l'opposition est recevable jusqu'à l'exécution.

Toutefois il semble qu'il conviendrait de n'exécuter un jugement rendu par défaut faute de constituer avoué à l'égard d'un tiers, qu'après que d'autres voies d'exécution sur les biens du défaillant seraient épuisées, qu'après que le demandeur eût employé tous moyens dont il disposait pour fermer la voie de l'opposition, par exemple en procédant à une exécution pour les dépens, comme il est de pratique courante de le faire en matière de séparation de biens. Si la voie de l'opposition est ainsi fermée, il conviendra encore d'attendre, pour exécuter le jugement contre un tiers,

l'expiration des délais d'appel, conformément à l'interprétation, qui seule nous paraît exacte, de l'article 548. Mais, si le demandeur ne peut arriver à fermer la voie de l'opposition autrement que par l'exécution contre un tiers, ce dernier moyen ne saurait lui être refusé.

§ 5. — Des projets de réforme.

La règle de l'article 155 du Code de procédure civile est conservée dans le projet de réforme déposé à la Chambre des députés le 5 mai 1894, rapporté par M. Mougeot le 21 décembre 1895, déposé à nouveau le 25 octobre 1898 et renvoyé à la commission de la réforme judiciaire (1). Nous estimons que c'est à juste titre : en effet, comme il est difficile de savoir si le défaillant a eu connaissance, ou non, des poursuites dont il est l'objet, il convient de supposer qu'il les ignore. Le doute s'interprète en faveur du débiteur : c'est le principe général de l'article 1162 du Code civil. Pourquoi l'acculer immédiatement à une opposition, s'il veut éviter une exécution ? Il vaut mieux lui donner le temps de réfléchir, de s'entourer de conseils, pour lui permettre de se rendre compte s'il aurait des chances de triompher dans une opposition.

1) Livre II, titre VI, article 7.

En ce qui concerne l'exécution provisoire des jugements par défaut avant l'échéance de la huitaine après signification, le projet de réforme ne l'autorise que dans les cas prévus par l'article 19 du titre des jugements : ce dernier article reproduit la première partie de l'article 135 du Code relatif à l'exécution provisoire nonobstant appel de droit. L'article 7 du titre relatif aux jugements par défaut est, en effet, ainsi conçu : « Les jugements par défaut ne seront pas exécutés avant l'échéance de la huitaine de la signification à personne ou domicile, à moins qu'en cas d'urgence l'exécution n'en ait été ordonnée avant l'expiration de ce délai, dans les cas et dans les conditions prévus à l'article 19 du titre des jugements. » L'exécution provisoire des jugements par défaut ne peut donc être accordée dans les cas prévus par *la deuxième partie* de l'article 135 du Code actuel, relative à l'exécution provisoire nonobstant appel facultative, reproduite et complétée par l'article 20 du projet : les dispositions de cet article ne rentrent pas en effet dans les cas prévus par l'article 7. Pourquoi cette restriction législative des cas où l'exécution provisoire des jugements par défaut peut être ordonnée ? Peut-être vaudrait-il mieux conserver intégralement la disposition de l'article 155 du Code actuel, en étendant, comme l'a fait le projet de réforme (1), la disposition de la deuxième partie de

(1) Livre II, titre V, art. 20 : « L'exécution provisoire peut être ordonnée avec ou sans caution » ... dans « tous les cas où il y a péril en la demeure ».

l'article 135 aux cas où il y a péril en la demeure.

Quant à l'exécution nonobstant opposition, elle n'est prévue par aucune disposition expresse du projet de réforme. Mais on peut considérer que les articles 19 et 20 du titre des jugements ne distinguent pas l'exécution nonobstant opposition de l'exécution nonobstant appel, et, par suite, que, dans les cas prévus par ces articles, une opposition, comme un appel, n'arrêterait pas l'exécution, une fois écoulé le délai de huitaine après signification, lorsque, conformément à l'article 7 du titre VI, l'exécution provisoire avant l'expiration de ce délai n'a pas été ordonnée. Nous estimons que dans les cas où il y a péril en la demeure l'exécution provisoire immédiate nonobstant opposition devrait toujours pouvoir être ordonnée.

CHAPITRE II

DE LA SIGNIFICATION DES JUGEMENTS RENDUS PAR DÉFAUT FAUTE DE COMPARAITRE

Aux termes de l'article 156 du Code de procédure civile, tous jugements par défaut contre une partie qui n'a pas constitué d'avoué doivent être signifiés par un huissier commis, soit par le tribunal, soit par le juge du domicile du défaillant que le tribunal aura désigné.

Les auteurs de cette règle ont espéré qu'un huissier commis se montrerait plus diligent qu'un huissier choisi par le demandeur pour rechercher le défaillant, présumé ignorer les poursuites exercées contre lui. Aussi ne s'applique-t-elle qu'aux jugements rendus par défaut faute de constituer avoué. Mais cette règle est, au fond, sans grande portée pratique ; car, dans les tribunaux de moindre importance, les recherches sont faites avec soin par tous les huissiers, commis ou non, et l'on sait que, dans les grandes villes, les huissiers-audienciers, toujours commis, réunissent

tous les actes à signifier, les classent par quartiers et les distribuent entre tous leurs clercs, si bien que chacun d'eux fait délivrer des actes qui lui sont confiés par les clercs de ses confrères. En fait, il n'y a dans cette prescription de la loi qu'une grande source de profits pour les huissiers-audienciers.

Quoi qu'il en soit, cette règle existe (1), et sa négligence a pour sanction la nullité de la signification, et, par suite, de tous les actes d'exécution (2) : seul l'huissier commis a, en effet, qualité pour signifier le jugement rendu par défaut, qui l'a commis, et tout acte accompli par une personne sans qualité est nul.

Cette règle est reproduite par l'article 20 du Code de procédure civile pour les jugements rendus par défaut par les juges de paix et par l'article 43 de la loi du 27 mars 1907, rendant applicables à la juridiction des conseils de prud'hommes les dispositions des articles 20 et 156 du Code de procédure civile, pour les jugements rendus par défaut par cette juridiction. Elle est reproduite aussi pour les jugements rendus par défaut par les tribunaux de commerce (si le défendeur ne comparait pas, ou, après avoir comparu une première fois, ne comparait plus) par l'article 435 du même Code, dont le texte est particulièrement

(1) Elle est même maintenue dans le projet de réforme de 1898.

(2) En ce sens : Civ. cass. 8 févr. 1888, D. P. 1888. 1. 158; Alger, 22 juin 1900, D. P. 1901. 2. 282; Lyon, 24 juill. 1907, D. P. 1908. 2. 271.

impératif : « Aucun jugement par défaut ne *pourra* être signifié que par un huissier commis à cet effet par le tribunal. »

Malgré la généralité apparente de cette règle, elle ne saurait être étendue aux jugements de défaut-congé, lesquels ne sont pas susceptibles d'opposition : l'opposition à l'exécution de ces jugements ne saurait consister en effet que dans la réintroduction de l'instance par le demandeur, laquelle peut avoir lieu tant que le droit d'agir n'est pas prescrit. Il n'est bien entendu pas ici question des jugements de défaut-congé qui déboutent d'une opposition à l'exécution d'un premier jugement rendu par défaut contre l'opposant, que la loi répute contradictoires, et auxquels par suite la règle n'a aucune raison de s'appliquer.

La règle ne s'applique pas non plus aux jugements rendus après défaut profit-joint, car la loi les répute également contradictoires.

Elle ne s'applique pas non plus aux jugements rendus en matière d'ordres et de contributions qui ne peuvent être que par défaut faute de conclure, puisque, aux termes des articles 660 et 758, les productions sont accompagnées d'une constitution d'avoué, et que, de plus, les jugements statuant au fond sur des contredits en matière d'ordre ne sont pas susceptibles d'opposition, d'après l'article 762, § 2, ni non plus des jugements par défaut en matière de folle enchère,

pour les mêmes motifs (1). Mais il n'en est pas de même dans les procédures de distributions par contribution faites par les juges de paix en exécution de l'article 15 de la loi du 12 juillet 1905, lesquelles ne comportent pas de constitution d'avoué.

Il en est de même des jugements statuant sur des incidents en matière de faillite, lesquels ne sont pas susceptibles d'opposition, d'après l'article 583 du Code de commerce.

Le tribunal doit commettre un huissier dans son jugement; s'il omet de le faire, le demandeur qui n'aurait pas pris la précaution de requérir cette commission dans ses conclusions doit, en procédant sur son exploit introductif d'instance, prendre un nouveau jugement à ses frais; s'il l'avait requise, il doit faire réformer la décision par les juges d'appel. Néanmoins on admet, en pratique, que le président de la chambre qui a statué peut réparer cette omission par une ordonnance sur requête.

Si l'huissier commis décède ou cesse ses fonctions, un nouveau jugement nous semble nécessaire, à moins que le premier jugement n'ait donné commission au président de remplacer cet huissier, en cas d'empêchement, par une ordonnance sur requête. En pra-

(1) Article 739, § 3 : « Aucune opposition ne sera reçue contre les jugements par défaut en matière de folle enchère. »

tique, même si le jugement ne prévoit pas l'empêchement de l'huissier commis, on présente toujours au président de la chambre qui a statué une requête à fin de commission d'un nouvel huissier.

Il semble résulter de l'article 156 que le tribunal ne peut commettre d'huissier que parmi les huissiers exerçant dans son ressort, sous son contrôle. C'est pour le cas où le défaillant n'est pas domicilié dans ce ressort que cet article prévoit une commission rogatoire donnée par le tribunal au juge du domicile du défaillant qu'il désignera. Si donc le défaillant a son domicile (ou sa résidence à défaut de domicile en France) dans un ressort différent de celui du tribunal qui rend le jugement par défaut, ce tribunal doit donner commission rogatoire au juge du domicile du défaillant, qu'il désigne dans son jugement à l'effet de commettre un huissier exerçant dans l'arrondissement de ce domicile. Généralement, ce n'est pas ainsi que les choses se passent : le tribunal qui rend le jugement par défaut commet directement l'huissier de la justice de paix du canton où habite le défaillant, même si ce canton est situé en dehors du ressort dans lequel il exerce sa juridiction, ou le syndic des huissiers de l'arrondissement où la signification doit être faite, en réservant au syndic la faculté de désigner un autre huissier du même arrondissement. Quant au juge du domicile du défaillant que le tribunal peut désigner dans son jugement, c'est tantôt le président

du tribunal de ce domicile ou le juge qui fait fonction de président, tantôt de juge de paix de ce domicile.

D'après l'article 435 du Code de procédure civile, la signification d'un jugement par défaut rendu par un tribunal de commerce doit contenir, à peine de nullité, élection de domicile par le demandeur dans la commune où elle se fait, s'il n'y est pas domicilié; c'est à ce domicile élu ou au domicile du demandeur que l'opposition peut être signifiée, d'après l'article 437, à moins qu'elle ne soit faite, à l'instant de l'exécution, par déclaration sur le procès-verbal de l'huissier, conformément à l'article 438. Cette élection de domicile dans l'exploit de signification n'est obligatoire que pour les jugements des tribunaux de commerce. Pour les jugements des tribunaux civils, des juges de paix ou des conseils de prud'hommes, elle peut être faite seulement dans le commandement, où elle est d'ailleurs nécessaire, et c'est à ce domicile élu dans le commandement qu'aux termes de l'article 584 peuvent être faites par le débiteur toutes significations, même d'offres réelles ou d'appel; si ce commandement est le préliminaire d'une saisie immobilière, l'article 673 se contente d'une élection de domicile dans le lieu où siège le tribunal qui devra connaître de la saisie, si le créancier n'y demeure pas.

En ce qui concerne la signification des jugements par défaut rendus par les juges de paix, elle doit être faite, d'après l'article 20, par l'huissier de la justice de paix, ou tout autre huissier que le jugement aura commis. L'huissier du juge de paix est l'huissier-audencier. Quant aux autres huissiers que le jugement peut commettre par une disposition expresse, ce peuvent être des huissiers du même canton ou, dans une ville comprenant plusieurs cantons, où par conséquent il y a plusieurs justices de paix, un huissier quelconque de cette ville, puisqu'aux termes de l'article 16 de la loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix, tous les huissiers d'un même canton, et, dans les villes où il y a plusieurs justices de paix, tous les huissiers de ces villes ont le droit de faire concurremment tous les actes devant la justice de paix du canton ou devant une justice de paix de ces villes. Si la signification doit être faite en dehors du canton ou de la ville, le juge de paix doit, conformément au droit commun de l'article 156, donner commission rogatoire au juge de paix du domicile du défaillant pour la désignation d'un huissier.

L'article 20 contient en lui-même sa sanction : la signification faite par un huissier autre que l'huissier commis ne fait pas courir le délai de trois jours laissé au défaillant par cet article pour former opposition ; autrement dit, la signification faite par un huissier non commis est nulle.

La nullité de la signification faite par un huissier autre que l'huissier commis n'est pas d'ordre public, comme toutes les nullités d'exploits ou d'actes de procédure : elle est couverte par l'assignation donnée par l'opposant au demandeur devant le tribunal qui a statué par défaut ou par les conclusions d'opposition signifiées par l'avoué de l'opposant, à moins que ces assignations ou conclusions n'aient trait à une question de compétence. L'article 173 dispose en effet que toute nullité d'exploit ou d'acte de procédure est couverte, si elle n'est proposée avant toute défense ou exception autre que les exceptions d'incompétence (1).

La signification des jugements par défaut, non exécutoires par provision dans les termes de l'article 155, ne peut être faite simultanément avec le commandement et par le même exploit, comme cela est possible pour les jugements contradictoires. Pour ces derniers, en effet, d'après l'article 583, tout commandement doit contenir notification du titre, s'il n'a déjà été notifié, — notification d'ailleurs toujours obligatoire en tête d'un commandement à fin de saisie immobilière d'après l'article 673 ; — l'article 583 autorise donc la signification de ces jugements simultanément avec le commandement et par le même exploit. Mais

(1) En ce sens : Req. 29 janv. 1812, *Rép. Dalloz*, v^o Jugements par défaut, n^o 236-1^o ; Toulouse, 25 janv. 1822, *Rép. Dalloz*, eod. v^o, n^o 236-3^o. — En sens contraire : Lyon, 24 juill. 1907, D. P. 1908. 2. 271.

les jugements par défaut ne peuvent recevoir d'exécution avant l'échéance de la huitaine qui suit la signification à personne ou domicile : un commandement étant un acte d'exécution, la signification doit le précéder d'au moins huit jours (1).

Enfin il semble à peine inutile d'ajouter que la commission d'un huissier ne concerne que la signification, et non les actes d'exécution, auxquels la règle n'a aucune raison de s'appliquer : l'huissier du demandeur se montrera, en effet, aussi diligent qu'il lui sera possible pour exécuter efficacement le jugement.

(1) En sens contraire : Trib. civ. Lourdes, 5 févr. 1901, précité.

CHAPITRE III

DES DÉLAIS DE GRÂCE

Lorsque les tribunaux, usant de la faculté qui leur est réservée par les articles 1184, § 3, 1244 et 1900 du Code civil, accordent à la partie condamnée des délais pour l'exécution de leurs jugements, ils ne peuvent le faire, aux termes de l'article 122 du Code de procédure civile, que par le jugement même qui statue sur la contestation, en énonçant dans ce jugement les motifs du délai. En outre, d'après l'article 123 du même Code, le délai court du jugement, s'il est contradictoire, et de celui de la signification, s'il est par défaut.

Cette dernière règle, la seule dont nous ayons à nous occuper ici, est tout à fait justifiée. On comprend que, lorsque le jugement est contradictoire, les tribunaux fassent courir le délai du jour de son prononcé, quand, par une disposition expresse de ce jugement, ils ne le font pas courir d'une date postérieure; la partie condamnée est, en effet, au courant

de l'instance introduite contre elle et renseignée par ses conseils sur toutes les phases de la procédure. Mais il serait inadmissible qu'ils fassent courir ce délai du jour du jugement contre un défaillant censé ignorer l'instance introduite contre lui. C'est à juste titre que, même en l'absence d'une disposition expresse du jugement à cet égard, la loi fait courir ce délai de plein droit du jour de la signification, qui avertit le défaillant du jugement rendu contre lui.

CHAPITRE IV

DE LA PÉREMPTION DES JUGEMENTS PAR DÉFAUT

§ 1. — Exposé de la règle et jugements auxquels elle s'applique.

« Tous jugements par défaut contre une partie qui n'a pas constitué avoué seront exécutés dans les six mois de leur obtention, sinon seront réputés nonavenus. »

Cette règle, écrite dans l'article 156 *in fine* du Code de procédure civile, doit être étendue aux jugements rendus par défaut par les tribunaux de commerce; mais elle ne doit pas l'être intégralement aux jugements rendus par défaut par les juges de paix et par les conseils de prud'hommes, et elle ne s'applique pas aux arrêts par défaut rendus par la Cour de cassation. La procédure devant la Cour de cassation n'est pas en effet régie par le Code de procédure civile, mais par le règlement du 28 juin 1838 concer-

nant la procédure du Conseil du roi, que le Code de procédure civile a laissé intact.

En ce qui concerne les jugements rendus par défaut par les tribunaux de commerce, l'article 643 du Code de commerce leur rend applicable l'article 156 du Code de procédure civile.

Quant aux jugements rendus par défaut par les juges de paix et les conseils de prud'hommes, ils cessent d'être susceptibles d'opposition, passé le délai de trois jours après signification par l'huissier du juge de paix ou du conseil, ou par tel autre huissier que le jugement aura commis. Ce délai peut être allongé par le juge de paix ou le conseil dans les conditions prévues par l'article 21 du Code de procédure civile. Par conséquent, en général, la règle de l'article 156 n'a aucune raison de s'appliquer à ces jugements. Mais le défaillant peut, aux termes de l'article 21 *in fine*, être relevé de la rigueur du délai de trois jours prévu par l'article 20, lorsqu'un délai plus long n'a pas été fixé par le jugement rendu contre lui, et être admis à opposition, en justifiant qu'à raison d'absence ou de maladie grave, il n'a pu être instruit de la procédure. Dans ce cas, la règle de l'article 156 doit, semble-t-il, être appliquée ; car l'absent, à son retour, ou le malade, après sa guérison, peut n'être pas instruit de la procédure, et il a le droit de faire opposition, en justifiant de son absence ou de sa maladie, tant que le jugement n'a pas été exécuté.

**§ 2. — Jugements auxquels ne s'applique pas
la règle de la péremption.**

A. — Jugements par défaut déboutant d'une première opposition ; jugements rendus après défaut profit-joint ; jugements statuant sur des incidents en matière de faillite.

La règle ne s'applique pas aux jugements par défaut déboutant d'une première opposition, car ces jugements ne sont pas susceptibles d'une nouvelle opposition. Pour la même raison, elle ne s'applique pas aux jugements rendus après défaut profit-joint, ni aux jugements qui statuent sur des incidents en matière de faillite.

Elle ne s'applique pas non plus aux jugements sur requête qui ordonnent un interrogatoire sur faits et articles, lesquels ne sont pas susceptibles d'opposition, car la partie adverse n'a pas besoin d'être appelée par le requérant à la procédure.

De même encore la règle ne s'applique pas aux jugements par défaut déclaratifs de faillite, aux jugements qui prononcent un divorce par défaut, aux jugements qui prononcent la déchéance de la puissance paternelle, aux jugements par défaut rendus en vertu de la loi sur les accidents du travail qui ont été signifiés à la personne du défaillant, pour lesquels la loi a établi des délais fixes d'opposition. En effet :

B. — Jugements déclaratifs de faillite.

Aux termes de l'article 580 du Code de commerce, le jugement déclaratif de faillite et celui qui fixe à une date antérieure à celle du jugement déclaratif l'époque de la cessation des paiements ne sont susceptibles d'opposition de la part du failli que dans la huitaine qui suit l'affichage et l'insertion par extraits de ces jugements conformément à l'article 442 du même Code. Donc, passé ce délai, ces jugements doivent être réputés contradictoires, n'étant plus susceptibles d'opposition.

C. — Jugements de divorce.

Aux termes de l'article 247 du Code civil, l'opposition à l'exécution des jugements qui prononcent un divorce par défaut faute d'avoir constitué avoué n'est recevable que dans le mois de la signification si elle a été faite à personne, et dans les huit mois qui suivent le dernier acte de la publicité prescrite par le dit article, si la signification n'a pas été faite à personne. Donc, passé ces délais, le jugement doit être réputé contradictoire, n'étant plus susceptible d'opposition.

D. — Jugements de déchéance de la puissance paternelle.

Aux termes de l'article 6 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou morale-

ment abandonnés, les jugements qui prononcent par défaut la déchéance de la puissance paternelle sont susceptibles d'opposition dans le délai de huit jours après la notification à la personne, et dans le délai d'un an à partir de la notification à domicile. Il ne saurait donc être question pour ces jugements de la péremption de l'article 156 du Code de procédure civile.

E. — Jugements en matière d'accidents du travail.

Aux termes de l'article 17, § 2, de la loi du 9 avril 1897, modifié par la loi du 22 mars 1902, en cas de défaut contre partie (défaut faute d'avoir constitué avoué), l'opposition n'est plus recevable, lorsque le jugement a été signifié à personne, passé le délai de quinze jours après cette signification. Donc, passé ce délai, le jugement doit être réputé contradictoire, n'étant plus susceptible d'opposition.

Néanmoins, si, dans les quatre cas qui précèdent, la règle de l'article 156 du Code de procédure civile qui exige l'exécution des jugements rendus par défaut faute de comparaître dans les six mois de leur obtention n'a pas lieu de s'appliquer intégralement, il semble résulter de l'esprit de cette règle que le délai après lequel l'opposition ne sera plus recevable doit au moins être ouvert dans cette période de six mois

par la signification de ces jugements, et, en matière de faillite, par la publication, prescrite par l'article 442 du Code de commerce, du jugement déclaratif et de celui qui fixe à une date antérieure l'époque de la cessation des paiements.

De même, la publicité extraordinaire prescrite par l'article 247, § 3, du Code civil, pour le cas où le jugement ou arrêt qui a prononcé un divorce par défaut n'a pas été signifié à personne, doit être faite dans les six mois de l'obtention dudit jugement ou arrêt, et c'est du jour du dernier acte de publicité que court le délai de huit mois pendant lequel une opposition serait recevable. La signification, dans le cas où le jugement est signifié à personne, la publicité, dans le cas contraire, valent exécution au point de vue de la péremption. Il est peut-être plus exact de dire que la règle de l'article 156 du Code de procédure civile ne s'applique pas dans les cas dont s'agit, pas plus qu'elle n'a raison de s'appliquer toutes les fois où il y a un délai fixe d'opposition.

En dehors de ces cas exceptionnels, tous jugements rendus par défaut faute de comparaître (ou de constituer avoué) doivent être exécutés dans les six mois de leur obtention, sinon seront réputés non avenus. Pour les jugements de séparation de biens, le délai est plus court et la règle plus rigoureuse.

§ 3. — **Discussion de la règle et des projets
de réforme.**

Quels sont les effets de cette règle? — Tout acte d'exécution fait plus de six mois après l'obtention du jugement est nul, si des actes d'exécution antérieurs n'ont pas empêché la péremption de s'accomplir. Le jugement n'est plus susceptible d'exécution : il est sans force exécutoire. Tout se passe comme s'il n'avait pas été rendu : ses effets ne peuvent revivre que par l'obtention d'un nouveau jugement. Ce nouveau jugement peut être pris en procédant sur les derniers errements de la procédure antérieure à l'obtention du jugement périmé : seul ce dernier jugement est réputé non avenu, mais la procédure antérieure subsiste tout entière.

Quels sont les motifs de cette règle? — Le seul motif raisonnable qui puisse justifier cette règle est qu'elle a pour objet de mettre le défaillant dans l'alternative ou de faire opposition, si bon lui semble, ou de se voir fermer la voie de l'opposition par une exécution. Le défaillant est en effet censé ignorer l'instance introduite contre lui, ainsi que le jugement qui l'a condamné ; et il ne faudrait pas que le demandeur pût exécuter ce jugement longtemps après son obtention, en le laissant ignorer au défaillant, à un moment où ce dernier a pu détruire les preuves qu'il aurait opposées aux prétentions de son adversaire et

se trouverait par conséquent dans l'impossibilité d'user efficacement du droit de faire opposition.

Discussion de l'utilité de cette règle. — Comme on le verra par la suite de cette étude, la loi n'oblige pas le demandeur à pousser l'exécution jusqu'à fermer au défaillant la voie de l'opposition; elle se contente d'une exécution même inconnue du défaillant, même incomplète, ainsi qu'il aurait été dit formellement dans les travaux préparatoires du Code de procédure civile (1); de sorte que la règle se trouve ainsi dépourvue du seul motif raisonnable qui pût la justifier.

D'autre part, même si le demandeur attend longtemps pour l'exécution du jugement qu'il a obtenu, une opposition du défendeur arrêterait toujours cette exécution, et le demandeur serait obligé de fournir à nouveau ses preuves, comme si aucun jugement n'avait été encore obtenu par lui. Tout se passe donc comme si l'instance n'avait été introduite qu'au moment où l'opposition a été formée. D'ailleurs, si le demandeur veut surprendre le défaillant au moment où celui-ci a détruit ses preuves, il lui suffit de ne pas prendre immédiatement jugement de défaut sur son assignation; il revient, en effet, au même de reculer l'exécution d'un jugement pris immédiatement après l'assignation ou de reculer le moment où ce jugement est pris. Il est vrai qu'après l'expiration du délai de trois ans qui suit

(1) LOCRÉ, *Législation civile*, t. XXI, p. 280.

l'assignation, le demandeur s'expose, de la part du défendeur, à une demande en péremption; mais il lui suffit, pour l'éviter, de réassigner avant l'expiration de ce délai, et il conserve ainsi à son assignation primitive toute sa force interruptive de prescription. Le demandeur peut alors attendre un nouveau délai de trois ans, si le défendeur ne constitue pas avoué sur la réassignation; mais il doit réassigner avant l'expiration de ce nouveau délai. Une règle dont les effets peuvent être si facilement éludés est bien vaine.

Au surplus, il est bien invraisemblable que le défaillant n'ait reçu ni l'assignation, ni la signification du jugement par défaut rendu contre lui, et qu'il n'ait point conservé les preuves de compensation ou plus généralement d'extinction de sa dette qu'il pouvait opposer à la demande de son adversaire. Cette règle pourrait, nous semble-t-il, disparaître sans inconvénients de nos lois.

Projets de réforme. — Le projet de réforme de 1898 conserve le principe de la règle, mais se contente de la signification du jugement de défaut dans les six mois de son obtention pour empêcher la péremption. L'article 10 du titre de ce projet relatif aux jugements par défaut est, en effet, ainsi conçu : « A défaut de signification dans les six mois de la date du jugement, il y a déchéance du bénéfice des condamnations prononcées. »

Cette nouvelle règle ne peut se justifier que dans le cas où la signification est faite à personne ; car, comme on le verra plus loin, l'opposition, d'après les dispositions du projet de réforme, cesse d'être recevable passé le délai de quinzaine après cette signification. Mais, dans le cas où la signification n'est pas faite à personne, l'opposition est recevable tant que l'exécution n'est pas connue du défaillant, et, de plus, il n'y a aucun délai pour l'exécution : pour ce dernier cas, qui est le plus fréquent, on ne saurait guère trouver à la règle de motifs valables.

Il ne nous semble donc pas que l'on puisse appuyer sur des raisons bien solides ni la règle du Code actuel ni celle du projet de réforme destinée à remplacer la première. Quoi qu'il en soit, celle-ci existe et il y a lieu de rechercher comment elle opère, quelles sont les personnes qui peuvent s'en prévaloir et quels sont les actes d'exécution qui empêchent la péremption de s'accomplir.

La péremption des jugements par défaut faute de comparaître ne constitue pas une déchéance d'ordre public ; elle ne peut donc pas être soulevée d'office par le tribunal. C'est qu'en effet cette péremption équivaut à la prescription du droit d'agir que le jugement confère au demandeur, et les règles relatives à la prescription s'appliquent intégralement.

Elle peut être opposée en tout état de cause dans toutes contestations relatives à l'exécution du jugement périmé, tant qu'il n'y a pas d'actes emportant déchéance du droit de l'opposer ou renonciation à ce droit. Il n'y a aucune raison tirée des textes qui oblige celui qui oppose la péremption à le faire *in limine litis*, ainsi que le prétendent certains auteurs.

Cette péremption étant un obstacle à l'exécution, c'est le tribunal civil compétent pour statuer sur les actes d'exécution qui déclarera le jugement périmé. Mais, si elle est opposée comme moyen d'exception devant une autre juridiction, en vertu de l'adage « Le juge de l'action est le juge de l'exception », cette juridiction peut constater qu'il n'a pas été fait d'actes d'exécution suffisants pour empêcher la péremption. Par exemple, un tribunal de commerce, auquel on demande d'ordonner la vente d'un fonds de commerce sur des poursuites de saisie-exécution en vertu de l'article 15 de la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, peut rejeter la demande, si le saisi se prévaut de la péremption du jugement par défaut en vertu duquel les poursuites sont exercées.

Tous actes faits en vertu d'un jugement périmé peuvent être annulés, même ceux accomplis dans le délai de six mois prévu par l'article 156 du Code de

procédure civile, car le jugement est rétroactivement annulé, si le défaillant oppose la péremption. Ce dernier a en effet, par le seul fait de la péremption, un droit acquis à faire prononcer la nullité de tous ces actes. Ainsi est nulle une inscription d'hypothèque judiciaire, prise en vertu d'un jugement par défaut de comparaître, qui n'a pas reçu une exécution suffisante pour empêcher la péremption. De même est nulle une saisie-arrêt non validée, pratiquée en vertu d'un tel jugement, lorsque les actes de la procédure de saisie-arrêt ne suffisent pas à empêcher la péremption.

Si le demandeur veut prendre un nouveau jugement, les frais du jugement périmé resteront à sa charge, car il ne peut procéder à l'exécution de ce jugement, lorsque le défaillant oppose la péremption.

Le délai de la péremption des jugements de défaut faute de comparaître est de six mois à partir du jour de leur obtention : ce jour ne doit pas être compté dans le délai, mais le jour de l'échéance doit y être compté, car ce délai n'est pas franc, il ne rentre pas dans les prévisions de l'article 1033 du Code de procédure civile. Il n'est pas augmenté à raison des distances, pas plus que le délai de huitaine pendant lequel la disposition de l'article 155 analysée plus haut suspend l'exécution.

S'il s'agit en effet d'une affaire personnelle, portée

par conséquent devant le tribunal du domicile du défendeur, l'exécution sur les biens du défaillant peut toujours avoir lieu dans ce délai.

S'il s'agit d'une affaire réelle, la signification du jugement est faite au parquet du procureur de la République près le tribunal où la demande est portée, lorsque le défendeur habite en dehors de la France ou de l'Algérie et de la Tunisie, si bien qu'il n'y a aucune difficulté à exécuter le jugement dans les six mois de son obtention.

Il en est de même en matière mixte.

Lorsque le défendeur est étranger et est assigné devant un tribunal français, l'exécution peut toujours avoir lieu par un procès-verbal de carence, s'il ne possède à la connaissance du demandeur aucuns biens saisissables en France, en Algérie ou en Tunisie.

Il n'y a pas non plus de difficulté à l'application de l'article 156, lorsqu'il y a plusieurs défendeurs et que certains habitent en dehors de la France, de l'Algérie ou de la Tunisie, car il suffit de dresser des procès-verbaux de carence pour exécuter le jugement à l'égard de ceux qui ne possèdent à la connaissance du demandeur aucuns biens saisissables en France, en Algérie ou en Tunisie.

Condamnations solidaires de plusieurs co-défaillants. — Lorsque plusieurs défendeurs sont condamnés solidairement par défaut, l'exécution contre un ou

par l'un d'eux ou son acquiescement empêchent la péremption à l'égard de tous, le droit d'agir en vertu du jugement ne pouvant plus se prescrire, par application des articles 1206 et 2249 du Code civil.

En dehors du cas de solidarité, un jugement par défaut rendu contre plusieurs défendeurs doit être exécuté dans les six mois à l'égard de chacun, le recours du demandeur étant alors divisé.

Quelles personnes peuvent se prévaloir de la règle de l'article 156? — Il n'y a évidemment que le défaillant, ou ses ayants cause universels, ou ses créanciers par application de l'article 1166 du Code civil, qui puissent se prévaloir de la règle de l'article 156. Cette règle a en effet été instituée dans l'intérêt du défaillant, et, d'autre part, elle est une peine pour le demandeur négligent.

Quant aux tiers à la charge desquels un jugement par défaut met une obligation, ils ne sauraient, semble-t-il, s'opposer à l'exécution de ce jugement; ils sont en effet sans droit pour se prévaloir de la péremption de ce jugement, pas plus qu'ils ne pourraient se prévaloir de la prescription de n'importe quel titre dans lequel ils n'ont pas été parties. Le droit d'opposer une prescription n'appartient en effet qu'au débiteur ou à ses ayants cause universels et à ses créanciers, qui peuvent soit le faire, soit ne pas le faire, comme bon leur semble. Tant que le débiteur

n'aura pas signifié à ces tiers son opposition, ils devront se prêter à l'exécution.

Les tiers non visés directement par un jugement, mais lésés par lui, ne peuvent pas non plus se prévaloir de sa péremption, à moins que ce ne soient des créanciers agissant en vertu de l'article 1166 du Code civil : la seule ressource qu'ils auraient serait la tierce opposition. Ils sont, en effet, sans droit pour invoquer une prescription établie au profit d'une autre personne.

**§ 4. — Actes qui empêchent la péremption
d'un jugement par défaut faute de comparaître.**

A. — Opposition du défaillant.

Une opposition régulière rend l'affaire contradictoire et arrête tous actes d'exécution du jugement par défaut jusqu'à ce qu'il ait été à nouveau statué. Par suite, il ne saurait plus être question de la péremption du jugement à l'exécution duquel cette opposition a été faite.

Une opposition irrégulière, comme une déclaration sur les commandements ou procès-verbaux d'exécution, un acte extra-judiciaire non suivis dans la huitaine d'un acte d'avoué à avoué réitérant l'opposition, ou, si le litige est porté devant un tribunal de com-

merce, non suivis dans les trois jours d'un exploit réitérant l'opposition avec assignation, n'a certes pas pour effet de rendre l'affaire contradictoire. Néanmoins elle est une preuve certaine que le défaillant a connu le jugement et en a redouté l'exécution : elle suffit donc à lui fermer la voie d'une opposition régulière, s'il a laissé passer les délais de huitaine ou de trois jours sus-énoncés sans la réitérer, et, par suite, le jugement se trouve à l'abri de la péremption. Il faut en conclure qu'une opposition, même irrégulière, empêche la péremption (1).

Des jugements ont été rendus en sens contraire (2). Certains auteurs ont prétendu que le délai de six mois était suspendu à compter du jour d'une opposition faite par acte extrajudiciaire pendant tout le temps où cette opposition pouvait être valablement réitérée par acte d'avoué ou assignation, mais qu'il reprenait son cours après ce temps : c'est ajouter au texte de l'article 156, et non l'interpréter. Combien de fois arrive-t-il, dans la pratique, qu'on attend le dernier moment pour exécuter un jugement rendu par défaut faute de comparaître ! Alors que convient il de faire pour empêcher la péremption lorsqu'un acte extrajudiciaire ou

(1) En ce sens : Lyon, 4 févr. 1825, *Rép. Dalloz*, v^o Jugements par défaut, 389; Poitiers, 29 avr. 1825, *Rép. Dalloz*, *ibid.*; Metz, 7 déc. 1830, *Rép. Dalloz*, *eod.* v^o, 389-2^o.

(2) Lyon, 4 sept. 1810, *Rép. Dalloz*, v^o Jugements par défaut, 390-1^o; Limoges, 24 janv. 1816, *Rép. Dalloz*, *eod.* v^o, 390-2^o; Lyon, 11 juill. 1872, D. P. 1873. 2. 91.

une déclaration d'opposition viennent arrêter l'exécution, que l'opposition n'est pas ensuite réitérée, et que pendant le temps où elle pouvait l'être valablement, le délai de six mois de l'article 156 s'est écoulé? La difficulté semble inextricable, si l'on n'adopte pas l'interprétation donnée plus haut. D'ailleurs, le principe général de l'article 1178 du Code civil, suivant lequel la condition est réputée accomplie lorsque c'est le débiteur, obligé sous cette condition, qui en a empêché l'accomplissement, reçoit ainsi son application : le défaillant est, en effet, obligé sous la condition que le jugement qui le condamne soit exécuté dans les six mois de son obtention, et c'est lui qui a empêché l'exécution d'être parfaite dans ce délai.

Une opposition nulle en la forme, comme, par exemple, un acte d'opposition ne contenant pas assignation au prochain jour d'audience dans des affaires de la compétence des juges de paix, ferme au défaillant la voie de l'opposition, car elle est une preuve certaine que le défaillant a connu le jugement rendu contre lui et en a redouté l'exécution; par suite, le demandeur n'a pas besoin de poursuivre l'exécution de ce jugement pour mettre le jugement à l'abri de la péremption. Ainsi une opposition, même nulle en la forme, empêche la péremption.

B. — Acquiescement du défaillant.

L'acquiescement du défaillant au jugement qui l'a condamné est évidemment suffisant pour empêcher la péremption de ce jugement.

Lorsque plusieurs défaillants sont condamnés solidairement, l'acquiescement de l'un d'eux suffit, nous semble-t-il, pour empêcher la péremption à l'égard des autres, de même que suffisent des poursuites d'exécution exercées contre l'un seulement de plusieurs co-défaillants. Telle est, d'ailleurs, l'opinion qui a prévalu en jurisprudence (1).

Lorsque l'obligation dont sont tenus les co-défaillants est divisible, le recours contre chacun d'eux étant divisé, l'acquiescement de l'un ne suffit pas à empêcher la péremption à l'égard des autres.

C. — Renonciation à la péremption.

Cette renonciation ne peut intervenir avant le jugement; car, aux termes de l'article 2220 du Code civil, on ne peut d'avance renoncer à la prescription.

(1) Poitiers, 7 janv. 1830, *Rép. Dalloz*, v^o Jugements par défaut, 427-1^o; Civ. cass. 14 avr. 1840, *Rép. Dalloz*, eod. v^o, 427-2^o; Paris, 18 avr. 1889 (sous Req. 12 févr. 1890), D. P. 1891. 1. 23. — En sens contraire, arrêts anciens : Caen, 14 déc. 1827, *Rép. Dalloz*, eod. v^o, 428-1^o; Paris, 2 mars 1829, *Rép. Dalloz*, eod. v^o, 428-2^o; Agen, 6 févr. 1830, *Rép. Dalloz*, eod. v^o, 428-3^o.

Si elle intervient après le jugement, cela prouve suffisamment que le défaillant a connu ce jugement et s'est préoccupé de son exécution : il semble donc qu'une telle renonciation empêche la péremption, en même temps qu'elle ferme au défaillant la voie de l'opposition.

Cette renonciation peut être tacite, et la péremption accomplie peut être couverte par suite de certains actes du défaillant postérieurs au délai de six mois qui a suivi le prononcé du jugement : ainsi une opposition régulière, ayant pour effet de porter l'affaire à nouveau devant le tribunal qui a statué, ou un appel, même si ces opposition ou appel sont suivis de désistement ou sont frappés de péremption, ou encore un acquiescement au jugement. La péremption est en effet d'ordre purement privé : on peut y renoncer, lorsqu'elle est acquise, comme, d'après l'article 2220 du Code civil, on peut renoncer à la prescription acquise ; cette renonciation n'a pas besoin d'être expresse, elle peut s'induire de tout fait qui, implicitement ou explicitement, manifeste, de la part de l'intéressé, la volonté de la faire. Or, à moins de réserves, une opposition, un appel, un acquiescement sont des actes qui manifestent la volonté de considérer le jugement périmé comme valable. Il en est de même si le défaillant laisse exécuter le jugement périmé sans protester, lorsque cette exécution a lieu en sa présence.

D. — Actes d'exécution.

Les actes nécessaires pour éviter la péremption d'un jugement par défaut faute de comparaître sont ceux qui ont pour objet l'exécution des dispositions de ce jugement : ce ne sont pas forcément des actes tendant à fermer la voie de l'opposition dans le sens de l'article 159 du Code de procédure civile, ce ne sont pas forcément des actes connus du défaillant, ce sont seulement ceux qui ont pour objet l'accomplissement des prescriptions du jugement, comme, par exemple, la radiation d'une inscription hypothécaire, la prise de possession d'un immeuble revendiqué, la transcription d'un jugement de désaveu de paternité sur les registres de l'état civil du lieu de la naissance de l'enfant. Il aurait été dit formellement, dans les travaux préparatoires du Code de procédure civile, que le demandeur n'est pas tenu de consommer l'exécution (1), et qu'il n'est même pas tenu de la pousser jusqu'au point indiqué par l'article 159. Le demandeur n'a pas besoin d'exécuter toutes les dispositions du jugement ; ainsi, lorsqu'un jugement ordonne la radiation d'une inscription hypothécaire ou le délaissement d'un immeuble et contient une condamnation aux dépens, le demandeur n'est pas tenu d'exécuter cette dernière condamnation, s'il fait radier l'inscription hypothécaire, ou

(1) Locré, *Législation civile*, t. XXI, p. 280.

se met en possession de l'immeuble. Il semble que l'exécution des dispositions principales du jugement, de ce qui est sa raison d'être, est seule nécessaire, et que l'exécution d'une disposition accessoire, ainsi celle relative aux frais, n'est pas suffisante. Toutefois, si par l'exécution d'une disposition quelconque du jugement le demandeur réussit à fermer au défaillant la voie de l'opposition, le jugement est à l'abri de la péremption, car il doit être dès lors réputé contradictoire. D'une façon générale, *si le demandeur pousse l'exécution jusqu'au point indiqué par l'article 159, et ferme, par conséquent, la voie de l'opposition au défaillant, le jugement doit être a fortiori considéré comme exécuté au sens de l'article 156, et par suite est à l'abri de la péremption.*

Un commencement d'exécution ne suffit pas pour empêcher la péremption, encore moins une simple manifestation de volonté; il faut qu'une disposition principale du jugement ait reçu son entière exécution, ou tout au moins qu'elle ait été tentée. Mais un commencement d'exécution suffit, s'il résulte de l'acte de poursuites que le défaillant en a eu connaissance; d'ailleurs, dans ce cas, la voie de l'opposition lui est fermée par application de la règle de l'article 159. Des actes qui ne constituent pas une exécution d'un jugement, ainsi l'inscription d'une hypothèque judiciaire, une saisie-arrêt non validée, suffisent pour empêcher la péremption, s'il résulte de ces actes que

le défaillant les a connus, bien qu'il ne s'agisse là que de mesures conservatoires.

Après cet aperçu général, il convient d'entrer dans le détail des actes d'exécution proprement dits et de certains actes qui, en principe, ne sont que conservatoires, mais qui suffisent à empêcher la péremption. Un appendice sera consacré aux jugements de séparation de biens, lesquels sont soumis, au point de vue de la péremption, aux règles spéciales édictées par l'article 1444 du Code civil.

a. — *Actes d'exécution proprement dits.*

1° **Commandement.**

Un commandement est le premier acte de toute exécution par voie de saisie ou d'emprisonnement, mais il ne constitue pas à lui seul une exécution. Il ne peut donc suffire à empêcher la péremption, à moins qu'il ne soit signifié à personne, car alors il ferme la voie de l'opposition, comme nous l'établirons au chapitre V. Il en est de même de l'itératif commandement qui doit précéder toute saisie-exécution faite en la demeure du saisi (1) ou un emprisonnement (2).

(1) Article 586 du Code de procédure civile.

(2) Article 783 du Code de procédure civile.

2^o Saisie mobilière.

Saisie-exécution. — Un procès-verbal de saisie-exécution ne saurait, nous semble-t-il, suffire à lui seul pour empêcher la péremption. Qu'est-ce en effet qu'une saisie, sinon un acte ayant pour but de mettre sous la main de justice, comme gage de la créance du porteur d'un titre exécutoire, certains biens de son débiteur? Mais le débiteur reste en possession des biens saisis, il continue à en avoir la jouissance ainsi que des fruits et revenus; seulement il ne peut en disposer à aucun titre que ce soit. C'est une prise de gage sans déplacement; si le gage n'est pas vendu, il n'y a pas exécution. C'est dans ce sens qu'ont statué des arrêts anciens.

La jurisprudence de la Cour de cassation (Civ. rej. 2 mai 1854, D. P. 54. 1. 227) est contraire à cette opinion : elle estime qu'un procès-verbal de saisie-exécution suffit. En tous cas, il est prudent pour le demandeur de pousser les poursuites de saisie-exécution jusqu'à la vente des meubles saisis, à moins toutefois qu'il n'y ait quelque acte des poursuites duquel il résulte nécessairement que l'exécution du jugement a été connue de la partie défaillante, car alors la voie de l'opposition lui est fermée d'après l'article 459. Bien entendu, si le saisi met un obstacle à la vente par son propre fait, soit en obtenant un sursis à la vente, soit en détournant des objets saisis, le juge-

ment ne sera pas susceptible de péremption ; en effet, ce sera la meilleure preuve que le défaillant aura eu connaissance du jugement rendu contre lui et de son exécution.

Si le mobilier du défaillant est déjà saisi par un autre créancier, le demandeur ne devra pas se contenter de faire dresser un procès-verbal de récolement : il devra faire sommation au premier saisissant de faire procéder à la vente dans la huitaine, délai après lequel il devra faire procéder lui-même à la vente, s'il veut mettre à l'abri de la péremption le jugement qu'il a obtenu. Mais il résulte de la jurisprudence signalée plus haut qu'un procès-verbal de récolement serait, en pratique, suffisant.

Il faut assimiler à la vente des meubles saisis la vente d'un fonds de commerce appartenant au défaillant, conformément à l'article 15 de la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce : la date de la vente est celle de l'adjudication par-devant l'officier public commis par le tribunal de commerce. Cette vente ferme, d'ailleurs, la voie de l'opposition.

Saisie-brandon. — S'il s'agit d'une saisie-brandon, la question reçoit la même solution : il faut procéder à la vente de la récolte saisie pour exécuter le jugement au point de vue de la péremption. Mais, comme cette vente peut suivre de six semaines le procès-ver-

bal de saisie, le demandeur, qui ne veut pas courir le risque de la péremption, fera bien d'employer la voie plus rapide de la saisie-exécution, quitte à aboutir à un procès-verbal de carence.

Saisie des rentes. — S'il s'agit d'une saisie de rente constituée en perpétuel ou en viager, la dénonciation de la saisie au débiteur saisi conformément à l'article 641 du Code de procédure civile suffit et pour fermer la voie de l'opposition et *a fortiori* pour empêcher la péremption. La loi du 24 mai 1842 a en effet assimilé, pour ainsi dire, la procédure de cette saisie avec celle de la saisie immobilière, et les règles en sont les mêmes. Mais l'exploit de saisie ne suffirait certainement pas ; il faut au moins qu'il soit dénoncé au défaillant.

3^o Saisie immobilière.

La notification du procès-verbal de saisie immobilière suffit pour empêcher la péremption, puisque, d'après l'article 159, cette notification ferme la voie de l'opposition. Mais les actes antérieurs à cette dénonciation ne produiraient pas cet effet.

4^o Emprisonnement.

Le procès-verbal d'emprisonnement suffit : il n'est pas nécessaire qu'il y ait eu détention dans la prison

du lieu. Mais il faut qu'il y ait eu capture effective de la personne du débiteur; d'ailleurs, la voie de l'opposition se trouve ainsi fermée, le défaillant ayant eu de cette manière connaissance certaine de l'exécution du jugement poursuivie contre lui. L'évasion du défaillant, au moment où il allait être procédé à son emprisonnement, ne suffirait pas pour empêcher la péremption, car il n'est pas certain qu'il ait eu connaissance du jugement dont l'exécution était poursuivie contre lui.

50 Procès-verbal de carence.

Lorsqu'une saisie mobilière, ou immobilière est impossible parce que le débiteur ne possède rien en France, le demandeur ne peut que dresser un procès-verbal de carence, et, comme on ne doit pas demander l'impossible, ce procès-verbal de carence suffit pour empêcher la péremption : il prouve que le demandeur a fait tout ce qu'il a pu pour exécuter le jugement obtenu par lui. Si ce procès-verbal est dressé hors du domicile et en l'absence du défaillant, il doit lui être notifié conformément à l'article 602.

Mais ce procès-verbal ne peut suffire à empêcher la péremption que si le défaillant n'a aucun bien saisissable à la connaissance du demandeur. Il faut donc que ce procès-verbal soit sérieux, que l'huissier se soit bien rendu compte qu'aucun meuble n'appartenait au défaillant à l'endroit où il est dressé; l'huiss-

sier ne doit pas se contenter de vérifications incomplètes, d'indications vagues ; sinon le procès-verbal de carence ne vaudra pas exécution du jugement au point de vue de la péremption. Bien entendu, il faut assimiler au cas où le défaillant ne possède rien celui où les biens qu'il possède sont de valeur minime. La jurisprudence estime, à juste titre, qu'un procès-verbal de carence dressé en vertu d'un jugement par défaut faute de comparaître, au domicile du défaillant, empêche la péremption de ce jugement, aussi bien que le feraient une saisie immobilière et la vente des meubles de ce défaillant, lorsque ce procès-verbal est la seule exécution possible du jugement (Req. 30 mars 1868, D. P. 1868. 1. 425) ; mais qu'il ne saurait éviter la péremption si le demandeur avait à sa disposition un autre moyen d'exécution, et notamment si le défaillant, quoique étranger, possédait des immeubles en France dont le demandeur ne pouvait pas ignorer l'existence (Bordeaux, 20 déc. 1898, D. P. 1900. 2. 31). D'autre part, il a été jugé « qu'un procès-verbal de carence ne peut pas être considéré comme la seule exécution possible au point de vue de la péremption d'un jugement par défaut faute de comparaître, si l'huissier qui l'a dressé s'est abstenu, sur des déclarations inexactes qui lui ont été faites au domicile du défaillant, en l'absence de celui-ci, de saisir-exécuter son mobilier, alors qu'il lui eût été facile de reconnaître l'inexactitude desdites déclarations et que,

sachant que le débiteur et sa femme se trouvaient dans une propriété leur appartenant, on pouvait saisir les meubles soit de leur domicile, soit de cette propriété, ou, à défaut de meubles, saisir immobilièrement ladite propriété (Req. 2 févr. 1904, D. P. 1904. 1. 348) ».

Si le défaillant n'a aucun domicile ni aucune résidence connus en France, force est de dresser le procès-verbal de carence au parquet du procureur de la République du lieu d'exécution ; mais, en ce cas, ce procès-verbal doit contenir la mention que le défaillant n'a ni domicile ni résidence connus.

Si le défaillant est un établissement public, sur les biens duquel aucune exécution effective n'est jamais possible, force est également de dresser un procès-verbal de carence pour empêcher la péremption.

6° Saisie-arrêt.

Une saisie-arrêt pratiquée en vertu d'un jugement est une mesure d'exécution de ce jugement sur les sommes, valeurs ou objets quelconques détenus par un tiers et dus par lui à la partie condamnée, mesure qui a pour résultat de rendre ces effets indisponibles entre les mains de ce tiers. Mais, de même qu'une saisie-exécution n'est parfaite que par la vente des meubles saisis et non par le procès-verbal de saisie, de même l'exécution par voie de saisie-arrêt n'est parfaite que par le transfert des effets saisis des mains du tiers à celles de la partie gagnante.

La jurisprudence, appliquant par analogie l'article 1690 du Code civil, relatif aux cessions de créances, décide que la signification à la partie condamnée du jugement validant la saisie-arrêt vaut transfert au saisissant de la propriété des effets saisis-arrêtés; par suite, cette signification a pour effet de parachever l'exécution du jugement primitif. Si donc, dans les six mois de l'obtention de ce jugement, on arrive à faire valider une saisie-arrêt pratiquée en vertu de ce jugement et à signifier au défaillant le jugement de validité, on met ce jugement à l'abri de la péremption.

Mais il n'est souvent pas nécessaire de pousser la procédure de saisie-arrêt jusqu'à ce point, si la dénonciation de l'exploit de saisie-arrêt avec assignation en validité est délivrée à la personne même du défaillant, ou si le défaillant comparaît, car ce dernier a alors certainement eu connaissance de l'exécution du jugement, une opposition de sa part ne serait plus recevable, et par suite ce jugement se trouverait à l'abri de la péremption.

Certains auteurs prétendent que l'exploit de saisie-arrêt suffit; des arrêts se contentent de l'introduction de l'instance en validité (Chambéry, 25 mars 1902, D. P. 1903. 2. 488). Cela ne saurait suffire que s'il est certain que le saisi a eu connaissance de la saisie-arrêt, soit qu'elle ait été notifiée à sa personne, soit qu'il ait constitué avoué sur l'assignation en validité,

car alors la voie de l'opposition à l'exécution du jugement primitif lui est fermée.

7° Exécution des jugements validant une saisie-arrêt.

L'exécution de tout jugement est l'accomplissement des prescriptions qu'il contient. Or un jugement qui valide une saisie-arrêt dispose que les sommes, valeurs ou effets dont le tiers saisi se reconnaîtra ou sera jugé débiteur seront par lui versés et remis entre les mains du demandeur, en déduction ou jusqu'à due concurrence de sa créance en principal, intérêts et frais. C'est donc le versement des deniers ou la remise des effets par le tiers saisi qui constitue l'exécution du jugement.

Néanmoins on admet, mais à tort, croyons-nous, que l'assignation en déclaration affirmative donnée par le saisissant au tiers saisi, et dénoncée à la partie saisie, constitue une exécution suffisante pour empêcher la péremption du jugement par défaut qui a validé la saisie-arrêt (Civ. cass. 5 mars 1889, D. P. 89. 1. 411).

Le demandeur qui veut être certain d'éviter la péremption du jugement de validité fera bien d'exécuter ce jugement par une saisie-exécution dans les six mois de son obtention, en ce qui concerne les dépens, auxquels le défaillant est nécessairement condamné; peu importe qu'il aboutisse ainsi à un procès-verbal de carence.

80 Exécution des jugements ordonnant une enquête.

S'il s'agit d'une enquête sommaire, le jour où le tribunal entend les témoins à l'audience doit suivre de moins de six mois le jour du jugement qui a ordonné l'enquête; d'ailleurs, c'est ce jugement qui fixe le jour de l'audition des témoins, et il faudrait en faire appel s'il fixait un jour trop éloigné.

S'il s'agit d'une enquête ordinaire, la volonté des parties joue un rôle dans la détermination du jour de l'ouverture du procès-verbal d'enquête, puisque ce jour est celui où elles présentent requête au juge-commissaire pour la fixation de la date de l'enquête. D'après l'article 259 du Code de procédure civile, l'enquête est censée commencée, pour chacune des parties respectivement, par l'ordonnance qu'elle obtient du juge-commissaire à l'effet d'assigner les témoins aux jour et heure par lui indiqués. Le juge-commissaire fixe arbitrairement cette date, et son ordonnance ne peut être attaquée par aucune voie de recours. C'est pourquoi il y a lieu de penser que ce commencement d'enquête, cette ouverture de procès-verbal suffit pour assurer, tout au moins au point de vue de la péremption, l'exécution du jugement qui a ordonné l'enquête (1).

(1) La jurisprudence, à tort, selon nous, exige la signification de l'ordonnance du juge-commissaire au défaillant avec assignation à comparaître au jour fixé pour l'enquête : Trib. civ. Saint-Malo, 30 janv. 1897 (sous Civ. cass., 26 déc. 1899), D. P. 1900. 1. 321; Req. 3 déc. 1902, D. P. 1906. 1. 342.

Il arrive quelquefois qu'après avoir obtenu un jugement ordonnant une enquête sur des faits par lui articulés, le demandeur sollicite et obtienne, lorsque les témoins qu'il se propose de faire entendre sont trop éloignés, un nouveau jugement donnant commission rogatoire à un autre tribunal pour commettre un de ses membres (1) à l'effet de procéder à l'audition de ces témoins ; dans ce cas, le nouveau jugement fixe le délai dans lequel l'enquête sera commencée. Quel que soit le délai fixé par ce second jugement, l'enquête doit être commencée dans les six mois qui suivent l'obtention du premier jugement qui l'a ordonnée. C'est, en effet, cette enquête qui constitue l'exécution de ce jugement ; cette exécution doit avoir lieu dans les six mois, et un jugement postérieur ne peut reculer l'échéance de ce délai de six mois.

**9^o Exécution des jugements
ordonnant une descente sur les lieux.**

Dans le cas où un jugement ordonne une descente sur les lieux, c'est l'ouverture du procès-verbal du juge commis pour la descente qui constitue l'exécution d'un tel jugement au point de vue de la péremption.

10^o Exécution des jugements ordonnant une expertise.

Dans le cas où un jugement ordonne une expertise,

(1) Ou même directement au président de ce tribunal avec faculté de déléguer un autre juge.

c'est l'ouverture du procès-verbal du juge commis pour recevoir le serment des experts qui constitue l'exécution d'un tel jugement au point de vue de la péremption (1). Ensuite il ne dépend plus du demandeur de presser les opérations d'expertise.

**110 Exécution des jugements
ordonnant une reddition de compte.**

Aux termes de l'article 530, tout jugement portant condamnation de rendre compte doit fixer le délai dans lequel le compte sera rendu, et commettra un juge. Ce délai doit être inférieur au délai de la péremption; sinon le demandeur doit faire appel du jugement, car, six mois après son obtention, ce jugement serait périmé.

Aux termes de l'article 534, § 2, le délai passé, le rendant sera contraint par saisie et vente de ses biens jusqu'à concurrence d'une somme que le tribunal arbitrera. Il arrive fréquemment que le jugement qui ordonne la reddition de comptes porte que le rendant devra se présenter devant le juge-commissaire ou un arbitre dans un certain délai, sous peine d'une astreinte de tant par jour de retard : passé ce délai, le demandeur doit procéder immédiatement à

(1) La jurisprudence exige en outre la sommation faite à l'expert de venir prêter serment, et à la partie défaillante d'assister à la prestation du serment: Alger, 22 juin 1900, D. P. 1901. 2. 282.

l'exécution du jugement pour l'astreinte, s'il veut fermer la voie de l'opposition au défaillant ; mais il suffit, pour que le jugement soit à l'abri de la péremption, que le délai pour rendre compte expire avant l'échéance des six mois qui suivent son obtention.

12^o Exécution des jugements tenant un écrit pour reconnu.

Aux termes de l'article 194, si le défendeur ne constitue pas avoué sur une assignation à fin d'avoir acte de la reconnaissance d'un écrit ou de le faire tenir pour reconnu, il est donné défaut contre lui, et l'écrit est tenu pour reconnu. Mais l'article 193 du Code de procédure civile et l'article 2 de la loi du 3 septembre 1907, relative aux inscriptions hypothécaires prises en vertu de tels jugements, décident que les frais relatifs à ces jugements ne peuvent être répétés contre le débiteur qui ne dénie pas sa signature. Or c'est le cas pour le débiteur qui fait défaut, car sa signature est alors tenue pour reconnue (1). Aucune exécution, même pour les dépens, n'est, dans ces conditions, possible, et la voie de l'opposition reste indéfiniment ouverte. Il n'y a d'ailleurs pas là un grand inconvénient pour le demandeur, dont l'unique but est d'avoir la possibi-

(1) Il a été, il est vrai, jugé, en sens contraire, que le défendeur qui ne comparait pas doit supporter les frais du jugement par défaut : Liège, 15 avr. 1835, *Rép. Dalloz*, v^o Vérification d'écritures, 54.

lité d'inscrire une hypothèque judiciaire dès l'échéance ou l'exigibilité de la dette, en vertu de l'article 2123 du Code civil corrigé par l'article 1^{er} de la loi précitée, et cette inscription peut être requise même en cas d'opposition. Il faut en conclure que la signification de tels jugements suffit pour en empêcher la péremption.

13^o Exécution des jugements d'interdiction.

L'exécution d'un jugement d'interdiction consiste dans la nomination du tuteur de l'interdit par le conseil de famille. Si donc le demandeur à l'interdiction veut mettre à l'abri de la péremption le jugement qu'il a obtenu, il doit provoquer la réunion du conseil de famille dans les six mois. Il ne pourrait se contenter de faire la publicité requise par l'article 501, § 1, du Code civil : cette publicité, comme il a été dit plus haut, ne constitue pas, en effet, l'exécution du jugement d'interdiction, mais elle est une mesure destinée à avertir les tiers de l'incapacité qui frappe l'interdit, mesure dont l'inobservation pourrait entraîner la responsabilité pécuniaire du demandeur, pour le cas où des tiers traiteraient avec l'interdit. Quant aux prescriptions des paragraphes 2 et 3 du même article, leur inobservation entraîne seulement la responsabilité des greffiers ou avoués chargés de les exécuter et une amende de 50 francs, d'après le para-

graphe 4, qui prévoit expressément des dommages-intérêts contre les greffiers ou avoués contrevenants.

140 Exécution des jugements nommant un conseil judiciaire.

Lorsqu'un jugement donne à un individu un conseil judiciaire, il désigne en même temps la personne chargée d'en faire fonction. Il n'y a donc pas d'autre exécution possible de ce jugement au point de vue de la péremption que celle de la condamnation aux dépens, prononcée contre l'individu pourvu du conseil. Il peut se faire en effet que, dans les six mois de l'obtention de ce jugement, cet individu n'accomplisse aucun acte qui nécessite l'assistance de son conseil.

Quant à la publicité prescrite par l'article 501 du Code civil, elle ne serait certainement pas suffisante, pour les raisons exposées plus haut (1).

150 Exécution des jugements par défaut
lorsque le défaillant est déclaré en faillite.

En cas de faillite du défaillant, aucune exécution ne peut plus être faite sur ses biens. Mais le demandeur mettra le jugement qu'il a obtenu à l'abri de la péremption en remettant son titre, avec un bordereau indicatif de la somme à laquelle le défaillant a été

(1) La jurisprudence se contente de la signification, de la publication et de l'affichage dans les six mois du prononcé du jugement : Rennes, 12 mai 1851, D. P. 1852. 2. 263; Riom, 10 janv. 1857, D. P. 1858. 2. 6.

condamné, au greffier du tribunal de commerce qui a déclaré la faillite, conformément à l'article 491 du Code de commerce : c'est, en effet, la seule chose qu'il puisse faire pour obtenir le paiement de sa créance. Mais cette production est nécessaire ; il a été justement décidé « que des jugements par défaut faute de comparaître doivent, sous peine de péremption, être exécutés dans les six mois, nonobstant la faillite du défaillant, la faillite ne rendant impossible que l'exécution complète du jugement, et non certains actes caractérisant soit l'exécution, soit une tentative d'exécution tels qu'une production à faillite (Aix, 25 mars 1876, D. P. 1878. 2. 111 ; Req. 4 déc. 1883, D. P. 1884. 1. 129) ».

b. — *Actes qui, en principe, ne sont que conservatoires.*

1^o Signification du jugement.

La signification d'un jugement est le préliminaire de toute l'exécution ; son défaut entraînerait la nullité de l'exécution. Aussi doit-elle nécessairement être faite dans les six mois de l'obtention de tout jugement par défaut faute de comparaître. Mais elle ne sera suffisante pour en empêcher la péremption que dans des cas très particuliers, où il n'y a pas de condamnation aux dépens (1), comme lorsque le juge-

(1) Paris, 26 juill. 1877, D. P. 1878. 2. 207.

ment enjoint à un membre d'une famille de ne pas porter le nom d'un de ses parents.

2^o Inscription d'hypothèque judiciaire.

L'inscription d'une hypothèque judiciaire est essentiellement un acte conservatoire, et ne constitue jamais une exécution. Elle n'équivaut même pas à une prise de gage, puisqu'un procès-verbal de saisie est nécessaire, si l'on veut exécuter le jugement sur un immeuble du défaillant. Il a été jugé, dans ce sens, que l'inscription d'hypothèque judiciaire prise sur les immeubles du défaillant en vertu d'un jugement par défaut faute de comparaître n'est pas un acte d'exécution et n'empêche pas la péremption (Nancy, 19 févr. 1890, D. P. 1891. 2. 283 ; Chambéry, 25 mars 1902, D. P. 1903. 2. 488). Toutefois, par un tempérament heureux, la jurisprudence considère comme un obstacle à la péremption la notification de l'inscription à la personne du défaillant.

APPENDICE

Exécution des jugements prononçant une séparation de biens.

Aux termes de l'article 1444 du Code civil, la séparation de biens judiciaire est nulle si elle n'a point été exécutée par le paiement réel des droits et reprises de la femme, effectué par acte authentique, jusqu'à concurrence des biens du mari, ou au moins par des poursuites commencées dans la quinzaine qui a suivi le jugement, et non interrompues depuis. Cette nullité est particulièrement rigoureuse : elle n'atteint pas seulement le jugement, comme la péremption de l'article 156 du Code de procédure civile, mais même toute la procédure antérieure; si donc le jugement n'est pas suffisamment exécuté, il faut tout recommencer, que l'affaire ait été d'ailleurs contradictoire ou non. Nullité d'ordre public, d'après la jurisprudence (Paris, 24 févr. 1855, D. P. 1856. 2. 247), que la femme peut elle-même opposer, même lorsqu'elle s'est rendue coupable de négligence (Cass. 28 déc. 1858, D. P. 1859. 1. 108), à moins tou-

tefois qu'elle n'ait fait un acte emportant ratification expresse ou tacite.

Avant toute exécution, la femme doit remplir les formalités de publicité prescrites par l'article 1445 du Code civil et l'article 872 du Code de procédure civile ; mais ces formalités ne constituent en aucune façon une exécution du jugement prononçant la séparation de biens, ainsi qu'il a été vu plus haut ; il doit y avoir, suivant l'expression de l'article 1444 du Code civil, des poursuites au moins commencées dans la quinzaine qui suit le prononcé du jugement.

Que faut-il entendre par poursuites commencées ? Il faut entendre par là l'ouverture du procès-verbal de liquidation des reprises ; mais c'est confondre la nullité de la séparation de biens non exécutée dans la quinzaine avec la péremption des jugements par défaut faute de comparaître non exécutés dans les six mois, que d'exiger une saisie-exécution pour les dépens, liquidés provisoirement par le jugement. Ce que veut la loi, c'est que la séparation de biens ait lieu *effectivement* dans la quinzaine, ou *tout au moins* que les opérations la réalisant soient *commencées* dans cette quinzaine. Peu importe que les dépens soient payés ou non dans la quinzaine, si ce n'est pour fermer la voie de l'opposition. Aussi peut-on considérer comme inutile la pratique qui exige la liquidation provisoire des dépens dans le jugement, afin de rendre possible cette saisie-exécution. Il convient d'observer

qu'un jugement qui prononce une séparation de biens statue en matière ordinaire, et qu'en général les dépens sont taxés ultérieurement. La jurisprudence est très divisée sur cette question : certains arrêts se contentent, comme commencement d'exécution, de la signification du jugement ; d'autres estiment que la simple liquidation des reprises de la femme n'est pas un acte d'exécution.

Quoi qu'il en soit, lorsque le jugement est par défaut faute de constituer avoué, comme cela a lieu pour ainsi dire toujours, il faut, pour que la péremption, au sens de l'article 156 du Code de procédure civile, soit évitée, qu'il ait reçu son exécution complète par le paiement réel des droits et reprises de la femme, effectué par acte authentique, dans les six mois de son obtention. Toutefois cette exécution complète n'est pas nécessaire pour empêcher la péremption, lorsque la voie de l'opposition se trouve fermée par une saisie mobilière ou immobilière pratiquée pour les dépens, ou par la notification à personne d'un acte d'exécution, ou par suite de la présence du défaillant aux opérations de liquidation.

CHAPITRE V

DE LA RECEVABILITÉ DE L'OPPOSITION A L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS RENDUS PAR DÉFAUT FAUTE DE COMPARAÎTRE

§ 1. — Exposé de la règle
de la recevabilité de l'opposition jusqu'à l'exécution
et jugements auxquels elle s'applique.

Aux termes de l'article 158 du Code de procédure civile, si un jugement est rendu contre une partie qui n'a pas d'avoué, l'opposition est recevable jusqu'à l'exécution de ce jugement. L'article 159 énumère une série d'actes dont l'accomplissement fait considérer un tel jugement comme exécuté et, d'une façon générale, attribue le même effet à tous actes desquels il résulte nécessairement que l'exécution d'un tel jugement a été connue de la partie défaillante.

L'article 158 s'applique à tous les jugements par défaut faute de comparaître, susceptibles de péremption s'ils n'ont pas reçu leur exécution dans les six mois, c'est-à-dire les jugements rendus par les tribunaux civils et par les tribunaux de commerce, et les

jugements rendus par les tribunaux de paix ou les conseils de prud'hommes lorsque le défaillant était absent ou gravement malade et peut, en conséquence, se faire relever de la déchéance édictée par l'article 20 du Code de procédure civile.

En ce qui concerne les jugements rendus par les tribunaux de commerce, l'article 158 et l'article 159 leur ont été expressément étendus par l'article 643 du Code de commerce, modifiant l'article 436 du Code de procédure civile.

En ce qui concerne les jugements rendus par les tribunaux de paix et les conseils de prud'hommes, l'article 20 du Code de procédure civile, ainsi qu'il a été vu plus haut, fixe le délai dans lequel la partie condamnée peut former opposition : ce délai peut d'ailleurs être allongé, d'après l'article 21, par le jugement même qui prononce le défaut, si le juge de paix ou le conseil sait par lui-même, ou par les représentations qui lui seraient faites à l'audience par les proches voisins ou amis du défendeur, que celui-ci n'a pu être instruit de la procédure ; et, dans le cas où la prorogation n'aurait été ni accordée d'office ni demandée, le défaillant peut se faire relever de la déchéance du droit de faire opposition, en justifiant qu'à raison d'absence ou de maladie, il n'a pu être instruit de la procédure. Dans ce dernier cas, il n'y a qu'un moyen de lui fermer à coup sûr la voie de l'opposition, c'est de poursuivre contre lui l'exécution du jugement.

En ce qui concerne les arrêts de cassation rendus par défaut par la chambre civile, le défendeur a, pour faire opposition, un délai fixe à partir de la signification, le même que pour constituer un avocat après la signification de l'arrêt d'admission du pourvoi par la chambre des requêtes, soit deux mois francs, avec augmentation de distance pour les personnes domiciliées hors de France.

L'article 158 ne s'applique pas aux jugements par défaut faute de comparaître déboutant d'une première opposition, ni aux jugements rendus après défaut profit-joint, ni aux jugements de défaut profit-joint, ni aux jugements qui statuent sur des incidents en matière de faillite, lesquels ne sont pas susceptibles d'opposition.

La règle de l'article 158 est écartée par les dispositions spéciales relatives aux jugements rendus en matière de faillite, de divorce, de déchéance de la puissance paternelle, et aux jugements rendus en vertu de la loi sur les accidents du travail signifiés à la personne du défaillant; ces dispositions seront exposées dans la suite de cette étude.

Quels sont les motifs de cette règle? — Le défaillant est censé ignorer l'instance engagée contre lui, le jugement rendu par défaut, et les actes d'exécution qui ont pu être faits, si aucun de ces actes n'a été notifié à sa personne ou dressé en sa présence, ou s'il

n'a pas lui-même accompli d'actes démontrant qu'il connaissait l'exécution poursuivie contre lui. La loi lui réserve le droit de former opposition à l'exécution de ce jugement, tant que cette exécution n'est pas complète ou qu'il n'a pas eu connaissance des poursuites d'exécution. Il ne serait pas, en effet, équitable que le défaillant n'eût pas le moyen d'arrêter l'exécution par une opposition, et d'obliger le demandeur à débattre l'affaire contradictoirement avec lui.

Lorsque l'exécution est consommée, la loi rend l'opposition non recevable, car elle présume que le défaillant a eu connaissance tant du jugement rendu contre lui que de son exécution. L'article 158 dit en effet que, lorsqu'un jugement est rendu contre une partie qui n'a point d'avoué (ou qui, plus généralement, n'a pas comparu), l'opposition est recevable jusqu'à l'exécution du jugement; mais elle ne le serait plus après. Ainsi, un jugement a pu accorder au demandeur en l'absence du défendeur l'autorisation de faire sur le fonds de ce dernier les travaux nécessaires pour l'exercice d'une servitude; l'exécution de ces travaux ferme au défaillant la voie de l'opposition. La seule ressource qui resterait au défaillant serait de faire appel, s'il en était encore temps; le délai d'appel court en effet, pour les jugements par défaut, d'après l'article 443, du jour où l'opposition n'est plus recevable.

Néanmoins la loi assimile à l'exécution complète certains actes d'exécution du jugement, limitativement

énumérés par l'article 159, alors que, pour parachever l'exécution, il serait encore nécessaire d'accomplir d'autres actes. Ainsi un jugement par défaut ordonne la radiation d'une hypothèque et condamne le défaillant aux dépens : le demandeur se contente de faire saisir et vendre les meubles du défaillant pour obtenir paiement des dépens : cette *saisie suivie de vente* suffit pour fermer la voie de l'opposition. Outre la saisie des meubles du défaillant suivie de la vente, l'article 159 prévoit trois autres actes d'exécution, dont l'accomplissement rend l'opposition non recevable, et par conséquent équivalant à une exécution complète du jugement : *emprisonnement* ou *recommandation du condamné* ; — *notification de la saisie d'un ou de plusieurs de ses immeubles* ; — *payement des frais*. Il ajoute que le jugement est encore réputé exécuté, autrement dit que la voie de l'opposition est fermée, *lorsqu'il y a quelque acte duquel il résulte nécessairement que l'exécution du jugement a été connue de la partie défaillante*.

On ne peut qu'approuver la disposition de l'article 159, par laquelle la loi dispense le demandeur de procéder à une exécution complète dans les quatre cas énumérés par cet article et lorsqu'il y a quelque acte duquel il résulte nécessairement que l'exécution du jugement a été connue de la partie défaillante. La loi, en obligeant le demandeur à exécuter le jugement qu'il a obtenu, a en effet pour objet de provoquer

l'opposition du défaillant par cette exécution. Mais, s'il est certain que le défaillant connaît cette exécution, qu'il a été en mesure d'y faire opposition, pourquoi obliger le demandeur à faire des frais souvent inutiles pour une exécution complète dont il n'a pas besoin immédiatement? Il faut donner à ce dernier la certitude de ne pas voir attaquer par la voie de l'opposition le jugement qu'il a obtenu, au moment où il pourrait s'en servir utilement.

Il ne suffit pas que le jugement soit connu du défaillant, il faut encore que le demandeur procède à son exécution, sinon le défaillant pourrait croire que le jugement resterait lettre morte, que le demandeur n'en ferait pas usage, qu'il serait inutile de former opposition à une exécution qui pourrait n'avoir jamais lieu : telles sont les raisons que l'on donne couramment pour justifier l'exigence de la loi. Une signification à personne devrait suffire. Du moment que le défaillant connaît l'existence du jugement rendu contre lui, il doit, s'il veut en éviter l'exécution, former opposition. Lorsqu'une personne prend un jugement par défaut, c'est en général pour s'en servir dans un temps plus ou moins long, quand elle pourra le faire utilement, par une saisie-arrêt, par exemple. Pourquoi obliger le demandeur à faire des saisies-exécutions coûteuses, et n'aboutissant souvent même pas à fermer la voie de l'opposition à un défaillant, qui ne cherche qu'à faire traîner les choses en longueur?

D'ailleurs, le législateur moderne se contente de cette signification en matière de divorce, de déchéance de la puissance paternelle et d'accidents du travail. C'est au surplus ce que propose le projet de réforme de 1898 (1).

**§ 2. — Jugements auxquels ne s'applique pas
la règle de la recevabilité
de l'opposition jusqu'à l'exécution.**

A. — Jugement de divorce.

Comme il a été exposé dans les précédents chapitres, l'opposition à l'exécution d'un jugement qui a prononcé un divorce par défaut est, d'après l'article 247 § 3 du Code civil, recevable dans le mois de la signification, si cette signification a été faite à personne.

En cette matière, il était absolument nécessaire de fermer la voie de l'opposition autrement que par l'exécution, c'est-à-dire la transcription du jugement de divorce sur les registres de l'état civil du lieu où a été célébré le mariage ; sinon, des divorces seraient devenus définitifs par surprise, et les délais d'appel auraient couru à partir de la transcription du jugement, ce qui

(1) Livre II, titre VI, art. 8 : « L'huissier qui, lors de la signification, parle au défaillant en personne, doit le requérir de signer l'original et lui faire connaître qu'il doit former opposition dans la quinzaine, à peine de déchéance. »

est inadmissible. Aussi le législateur de 1886 a établi des délais fixes d'opposition, pendant lesquels l'exécution est nécessairement suspendue. En effet, d'après l'article 252 § 1, les délais d'appel sont suspensifs, et, d'après l'article 248 § 2, les délais d'appel ne commencent à courir que du jour où l'opposition n'est plus recevable.

Si le jugement n'est pas signifié à personne, l'opposition est recevable dans les huit mois qui suivent le dernier acte de la publicité prescrite par l'article 247 § 3. Mais le délai peut être raccourci, nous semble-t-il, quand le jugement condamne le défaillant à servir une pension alimentaire à la partie demanderesse. En effet, le jugement peut alors être exécuté pour la pension alimentaire, et, au cours de cette exécution, il peut être fait des actes rentrant dans la catégorie de ceux, prévus par l'article 159 du Code de procédure civile, qui sont présumés porter nécessairement le jugement à la connaissance du défaillant : ces actes peuvent être assimilés à une notification à personne, et l'on peut considérer que l'opposition n'est plus recevable, passé le délai d'un mois après l'accomplissement d'un tel acte. Ainsi, lorsqu'au cours d'une saisie pratiquée dans le but d'avoir paiement d'une pension alimentaire, un procès-verbal de carence est dressé en présence de la partie défaillante, contre laquelle le divorce a été prononcé, cette dernière ne peut, croyons-nous,

former opposition que dans le mois qui suit ce procès-verbal, même si le jugement de divorce n'a pas été signifié à sa personne.

B. — Jugements de déchéance de la puissance paternelle.

D'après l'article 6 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, les jugements par défaut prononçant la déchéance de la puissance paternelle peuvent être attaqués par la voie de l'opposition dans le délai de huit jours à partir de la notification à la personne, et dans le délai d'un an à partir de la notification à domicile.

Il ne pouvait être question de rendre l'opposition non recevable, en cette matière, par une exécution. Quelle exécution? Pour les dépens? Lorsque le ministère public agit, comme cela a lieu le plus souvent, il aurait dû faire procéder à l'exécution pour les dépens! Il aurait risqué, la plupart du temps, d'aboutir à un procès-verbal de carence, sans même arriver à fermer au défaillant la voie de l'opposition, lorsque ce procès-verbal aurait été dressé hors sa présence. Aussi le législateur de 1889 a fixé un délai, après lequel le père et la mère ne sont plus recevables à former opposition.

C. — Jugements en matière d'accidents du travail.

En matière d'accidents du travail, l'article 17 § 2 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902, décide que l'opposition ne sera plus recevable en cas de jugement par défaut contre partie, lorsque le jugement aura été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

C'est ce délai qu'a adopté le projet de réforme de 1898 (1).

D. — Jugements déclaratifs de faillite.

En ce qui concerne les jugements déclaratifs de faillite et ceux qui fixent à une date antérieure à celle du jugement déclaratif la date de la cessation des paiements, l'article 580 du Code de commerce fixe le délai d'opposition, de la part du failli, à huitaine après les formalités d'affiche et d'insertion prescrites par l'article 442 du même Code.

Ces formalités n'ont pas pour but d'avertir le failli du jugement déclaratif : il est toujours le premier averti, puisque le jugement déclaratif est exécutoire par provision, et que les syndics procèdent immédiatement aux opérations de faillite ; mais elles ont pour

(1) Livre II, titre VI, art. 8, précité.

but essentiel de renseigner le public sur l'état nouveau du failli. La sanction du retard apporté par les syndics à l'affichage du jugement déclaratif et à son insertion par extrait dans les journaux, est précisément la suspension des délais d'opposition jusqu'après l'accomplissement de ces formalités, qui empêche le jugement déclaratif de passer en force de chose jugée. D'ailleurs, outre cette sanction, il y en a une autre, la responsabilité des syndics vis-à-vis des personnes de bonne foi qui auraient traité avec le failli en le croyant toujours *in bonis*.

En dehors de ces cas exceptionnels, l'article 158 du Code de procédure civile reçoit sa pleine et entière application, c'est-à-dire que l'exécution complète ou un des actes prévus par l'article 159 ferment la voie de l'opposition. Il faut, bien entendu, que l'exécution soit régulière; ainsi une exécution dirigée contre une personne incapable ou non habilitée serait irrégulière. Elle doit être, en outre, exempte de fraude; car, sinon, elle pourrait être attaquée par la voie de l'action paulienne.

Cas des condamnations solidaires de plusieurs défaillants. — L'exécution d'un jugement rendu par défaut contre plusieurs débiteurs solidaires poursuivie contre l'un d'eux ferme, nous semble-t-il, la voie de

l'opposition aux autres. Si, en effet, il n'en était pas ainsi, ce qui est définitivement jugé à l'égard de celui qui a laissé exécuter le jugement sans former opposition pourrait ne pas l'être à l'égard des autres, et il pourrait y avoir alors contrariété de jugements. Or la loi cherche à éviter cette contrariété, en cas de pluralité de défendeurs, par l'institution du défaut profit-joint, qui ferme la voie de l'opposition à ceux qui n'ont pas comparu après la réassignation. Il semble bien que l'opposition d'un débiteur solidaire profite à ses co-débiteurs solidaires, qu'ils le veuillent ou non. C'est pourquoi nous croyons que, si la voie de l'opposition est fermée à l'un d'eux, elle doit l'être à l'égard de tous. La question est controversée, et la jurisprudence de la Cour de cassation est contraire à cette opinion : Civ. rej. 1^{er} mai 1901, D. P. 1901. 1. 443. Cette jurisprudence ne nous paraît pas définitive et elle évoluera sans doute, quand les idées sur la soi-disant représentation des débiteurs solidaires les uns par les autres auront été éclaircies.

Mais, quand le recours du demandeur est divisé, de même que la péremption interromptue à l'égard d'un défendeur ne l'est pas à l'égard des autres défendeurs, de même il ne nous paraît pas conforme à l'esprit du droit civil que l'exécution contre l'un empêche les autres de former opposition.

§ 3. — Des projets de réforme.

On vient de voir les exceptions que le législateur avait apportées à la règle de l'article 158, en matière de divorce, de déchéance de la puissance paternelle, d'accidents du travail et de faillite. Une transformation plus complète est prévue par le projet de réforme de 1898.

Celui-ci dispose que l'opposition est recevable « tant que le défaillant n'a pas exécuté le jugement ou qu'il n'a pas eu connaissance de l'exécution » (1). L'exécution complète ne suffit donc plus à fermer la voie de l'opposition, il faut encore qu'elle soit connue du défaillant.

On peut estimer que le projet va trop loin : il est, en effet, peu vraisemblable qu'après un certain délai le défaillant n'ait pas connaissance d'une exécution qui a atteint une fraction de son patrimoine. Mais il nous semble qu'on pourrait introduire dans notre législation le principe d'un délai fixe d'opposition à partir du moment où l'exécution est parfaite, lorsqu'elle n'a pas été connue du défaillant. On pourrait, par exemple, établir un délai de huit mois, par analogie avec la disposition de l'article 247 du Code civil relative aux jugements de divorce non signifiés à personne.

(1) Livre II, titre VI, art. 11.

L'article 11 § 1 *in fine* du titre du projet relatif aux jugements par défaut dispose qu' « un délai de huit jours est accordé au défendeur pour former son opposition, à partir de la connaissance qu'il a eue des actes d'exécution », c'est-à-dire, sans doute, de l'un quelconque des actes de l'exécution.

Cette disposition nous semble très équitable : si le défaillant ne redoute pas le préjudice irréparable que peut lui causer la continuation de l'exécution, il peut ne pas faire opposition sur-le-champ, ne pas s'exposer ainsi à des dommages-intérêts par une opposition qui pourrait être jugée abusive, se donner le temps de la réflexion. Il serait désirable que cette disposition fût introduite dans notre législation.

« Lorsque le jugement n'a pu recevoir aucune exécution, dispose l'article 12 du même titre du projet, il est dressé procès-verbal de carence. Ce procès-verbal est rendu public dans les formes et les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique. L'opposition n'est plus recevable huit mois après le dernier acte de publicité. » Il s'agirait là d'un système de publicité analogue à celui institué par la loi du 18 avril 1886 pour la procédure du divorce et la loi du 14 juillet 1909 pour la procédure de la séparation de corps. Mais, tant que nous n'aurons pas des modes de publicité plus efficaces que

ceux actuellement employés, il vaut encore mieux s'en tenir aux règles actuelles.

**§ 4. — Actes d'exécution
qui ferment la voie de l'opposition.**

Il reste maintenant à entrer dans l'examen détaillé des actes d'exécution prévus par l'article 159 qui font considérer comme exécutés les jugements par défaut faute de comparaître. Quatre actes d'exécution sont indiqués expressément par cet article :

- 1° Saisie et vente de meubles ;
- 2° Emprisonnement ou recommandation ;
- 3° Notification d'un procès-verbal de saisie immobilière ;
- 4° Payement des frais.

Sur ces quatre actes, deux seulement exigent l'intervention personnelle du débiteur : l'emprisonnement ou la recommandation, parce que ce sont des actes d'exécution sur la personne ; le payement des frais (1),

(1) L'art. 11 du titre des jugements par défaut du projet de réforme (a) n'admet plus le payement des frais parmi les actes d'exécution qui ferment la voie de l'opposition : il nous semble, au contraire, qu'il y a là un acte personnel du défaillant indiquant sa volonté d'accepter le jugement rendu contre lui.

(a) Art. 11 : « Si la signification n'a pas été faite à la personne du défaillant, l'opposition est recevable tant que le défaillant n'a pas exécuté le jugement ou qu'il n'a pas eu connaissance de l'exécution.

« Il est réputé avoir eu connaissance de l'exécution du jugement s'il a été emprisonné ou recommandé, si la saisie de tout ou partie de ses meubles ou valeurs a été faite en sa présence ou lui a été notifiée, ou la saisie d'un ou plusieurs de ses immeubles lui a été dénoncée, ou enfin s'il existe quelque acte duquel il résulte nécessairement que l'exécution du jugement lui a été connue. »

parce que le défaillant exécute ainsi volontairement la disposition du jugement rendu contre lui : il résulte nécessairement de ces deux actes que le défaillant a connu l'exécution de ce jugement. Quant aux deux autres actes, la loi présume que leur accomplissement n'a pu être ignoré du défaillant : présomption légale, non susceptible de preuve contraire ; car, sur le fondement de cette présomption, la loi dénie l'opposition, et par conséquent l'action en justice ; et le défendeur serait non recevable à former opposition sous prétexte que ces actes ne seraient pas parvenus à sa connaissance (1).

A. — Actes d'exécution prévus par la loi.

a. — *Saisie et vente de meubles.*

Il s'agit ici de la saisie-exécution, de la saisie-gagerie et de la saisie-brandon.

(1) L'article 11 du titre des jugements par défaut du projet de réforme (a) se contente d'une saisie mobilière notifiée ; mais il n'y a pas certitude que le défaillant a connaissance de la saisie, lorsque la notification n'a pas été faite à sa personne. Si des considérations d'ordre général, longueur et frais de la procédure, ont amené le législateur à présumer qu'une saisie immobilière notifiée parvient à la connaissance du défaillant, il n'en est pas de même pour une saisie mobilière.

Le même article ajoute qu'une saisie mobilière opérée en présence du défaillant lui ferme la voie de l'opposition : il n'y a là aucune innovation, car un procès-verbal de saisie dressé en présence du défaillant est un acte duquel il résulte nécessairement que l'exécution du jugement est connue de lui.

(a) V. p. 93.

Le procès-verbal de saisie ne suffit pas, pour les raisons qui ont été données plus haut au sujet de la péremption, à moins qu'il ne soit dressé en présence du défaillant ou notifié à sa personne. Et, même en ce cas, cela ne serait pas suffisant en matière de saisie-gagerie, où le procès-verbal de saisie précède le jugement. Toutefois il semble que la signification à personne d'un jugement validant une saisie-gagerie suffirait, bien que la signification ne soit pas un acte d'exécution; car, par le fait de cette signification, la saisie-gagerie est convertie en saisie-exécution, et la saisie se trouve ainsi notifiée à la personne du défaillant.

Il faut donc qu'il y ait vente : l'article 159 le dit expressément. S'il y a une saisie déjà faite, le demandeur doit faire un récolement et forcer le premier saisissant à vendre, ou vendre lui-même, s'il veut fermer au défaillant la voie de l'opposition (1).

Comme il a été vu plus haut au sujet de la péremption, la vente d'un fonds de commerce après un procès-verbal de saisie-exécution doit être considérée comme équivalente à la vente de meubles saisis; d'ailleurs, aux termes de l'article 20 § 2 de la loi du 17 mars 1909, le matériel et les marchandises doivent être vendus en même temps que le fonds.

(1) Req. 23 mars 1825, *Rép. Dalloz*, v^o Jugements par défaut, 127-7^o.

b. — *Emprisonnement ou recommandation.*

L'emprisonnement ou la recommandation sont des actes d'exécution sur la personne du condamné, lequel ne peut donc ignorer ni le jugement ni son exécution. Le procès-verbal d'emprisonnement ou de recommandation suffit (1) : il n'est pas nécessaire qu'il y ait détention dans la prison du lieu. Mais il faut qu'il y ait capture effective de la personne du débiteur : peu importe qu'il s'évade après la capture, lorsque le procès-verbal d'emprisonnement a été dressé en sa présence.

c. — *Saisie immobilière.*

La loi se contente de la notification du procès-verbal de saisie immobilière au défaillant pour lui fermer la voie de l'opposition, car elle présume que cette notification est certainement parvenue à sa connaissance. Peu importe que cette dénonciation ait été signifiée à personne ou à domicile, ou à un voisin ou au maire dans les cas prévus par l'article 68, ou même au parquet dans les cas prévus par l'article 69. Il a été toutefois justement décidé que, lorsqu'une saisie immobilière est pratiquée sur une personne ayant son domicile à l'étranger, la notification qui lui est faite

(1) En sens contraire : Colmar, 16 déc. 1812, *Rép. Dalloz*, v^o Jugements par défaut, 135.

au parquet, conformément à l'article 69 du Code de procédure civile, ne peut produire le même effet que celle qui est faite à une partie qui demeurerait dans le lieu même de la saisie; que, dans ce cas, la notification ne peut être réputée connue du saisi qu'après l'expiration du délai accordé à raison des distances, et que jusque-là l'opposition est recevable (1). Bien entendu, un procès-verbal de saisie immobilière dressé en présence du défaillant lui fermerait la voie de l'opposition, car il est alors certain qu'il a eu connaissance et du jugement et de son exécution.

Il convient, en cette matière, de ne pas s'embarasser des termes de l'article 2215 du Code civil, d'après lequel les poursuites immobilières ne peuvent s'exercer en vertu de jugements par défaut durant le délai de l'opposition : le Code de procédure civile ne prévoit de délai d'opposition que pour les jugements rendus par défaut faute de conclure; par suite, l'article 2215 du Code civil ne peut s'appliquer qu'à ces derniers jugements. Sinon, la disposition de l'article 159 du Code de procédure civile, suivant laquelle la notification d'une saisie immobilière fermerait la voie de l'opposition aux jugements rendus par défaut faute de comparaître, serait absolument vaine.

(1) Trèves, 17 févr. 1813, *Rép. Dalloz*, v^o Jugements par défaut, 136-4^o.

d. - *Paiement des frais.*

Il faut, pour que le paiement des frais ferme la voie de l'opposition au défaillant, que ce dernier l'ait effectué lui-même ou par un fondé de pouvoirs spécial. Sinon, il n'est en aucune façon certain que le défaillant a eu connaissance du jugement rendu contre lui et en a redouté l'exécution : la loi a entendu que le défaillant fasse un acte volontaire, qui témoigne de cette connaissance. Il ne suffirait pas qu'un tiers payât, conformément à l'article 1236 du Code civil, au nom et en l'acquit du débiteur, sans que celui-ci eût connaissance du paiement.

Le paiement des frais ferme la voie de l'opposition, même quand le jugement est exécutoire par provision, même quand il a été effectué après une opposition déjà formée, même quand le défaillant déclare payer comme contraint et forcé et maintient son opposition ; car, aux termes de l'article 137, l'exécution provisoire ne peut jamais être ordonnée pour les dépens.

En dehors des quatre actes d'exécution qui viennent d'être examinés, l'article 159 dispose que les jugements par défaut faute de comparaître sont réputés exécutés, lorsqu'il y a quelque acte duquel il résulte nécessairement que l'exécution de tels jugements a été connue de la partie défaillante. Il faut qu'un acte d'exécution

ait été dressé en présence du défaillant, ou signifié à sa personne, ou que ce dernier ait accompli des actes qu'il n'eût certainement pas accomplis s'il avait ignoré l'exécution poursuivie contre lui ; en l'absence de tels actes, le jugement ne saurait être réputé exécuté.

La question de savoir si un acte constitue un acte d'exécution est une question de droit, sur laquelle la Cour de cassation peut être appelée à statuer. La question de savoir si le défaillant a eu connaissance de l'exécution du jugement rendu contre lui est une question de fait que les juges du fait apprécient souverainement. Il en est ainsi, quand le défaillant fait une opposition irrégulière, en réitérant tardivement son opposition ; ou une opposition nulle, quand il se désiste de son opposition ; quand il se pourvoit en discontinuation de poursuites ; quand il sollicite un sursis ; quand il accepte d'être gardien des objets saisis ; quand il exécute lui-même le jugement, même en faisant des réserves ; quand il fait appel ; quand il acquiesce ; quand il renonce à la péremption. Tous ces actes prouvent suffisamment que le défaillant a redouté l'exécution forcée du jugement, et a tout fait pour l'empêcher : ils lui ferment donc la voie de l'opposition. Et la même conséquence peut découler d'une simple lettre, d'une offre d'arrangement amiable ou de quelque acte analogue, pourvu que de cet acte il résulte nécessairement que non seulement le juge-

ment, mais son exécution sont connus de la partie défaillante (1).

Il faut, pour qu'un acte notifié à la personne du défaillant ou dressé en sa présence lui ferme la voie de l'opposition, qu'il s'agisse véritablement d'un acte d'exécution. Ainsi une inscription d'hypothèque judiciaire, même opérée en présence du défaillant, même notifiée à sa personne, ne peut lui fermer la voie de l'opposition : le contraire vient pourtant d'être jugé par un arrêt de la cour de Paris, 1^{er} mars 1909, S. 1911. 2. 113, suivant en cela la jurisprudence de la Cour de cassation (Req. 16 juill. 1888, S. 1889. 1. 319); mais, ce que requiert l'article 159, c'est une exécution, et une inscription d'hypothèque judiciaire n'est qu'un acte conservatoire, puisqu'elle n'a pour objet que de conférer un rang à l'hypothèque attachée à tout jugement portant condamnation. Voir la note de M. Tissier sous l'arrêt précité de la cour de Paris.

(1) Voir, en sens contraire, un tout récent arrêt de la cour de Paris, 7^e chambre, du 4 nov. 1910 (*Sirey*, 1911. 2. 246). Cet arrêt considère qu'une opposition irrégulière n'empêche pas l'opposant de former une nouvelle opposition, lorsqu'il n'a pas été forclos par des actes d'exécution au sens de l'article 159. Il faudrait donc, en ce cas, une exécution pour fermer la voie de l'opposition : cette exigence nous semble un vain formalisme. D'ailleurs, la jurisprudence de la Cour de cassation est contraire à la doctrine de cet arrêt : Req. 27 avr. 1887, D. P. 1888. 1. 271; Req. 14 juin 1899, D. P. 1900. 1. 315; de même Bordeaux, 12 mars 1908, D. P. 1909. 2. 276; mais, dans le même sens que l'arrêt précité, Paris, 4 déc. 1894, D. P. 1900. 1. 315 en note.

Il nous reste maintenant à passer en revue certains actes au point de vue de leurs effets quant à la faculté d'opposition.

**B. — Examen de certains actes
au point de vue
de leurs effets quant à la faculté d'opposition.**

a. — Signification du jugement.

La signification d'un jugement n'est jamais un acte d'exécution de ce jugement : même faite à personne, elle ne peut fermer la voie de l'opposition au défaillant. Même dans les cas où il n'y a pas d'exécution possible, si la signification suffit au point de vue de la péremption, elle ne suffit pas à fermer la voie de l'opposition au défaillant. Mais, si ce dernier n'obtempère pas au jugement qui lui a, par exemple, interdit de porter un certain nom, il s'expose à des dommages-intérêts, et l'exécution d'un second jugement portant condamnation de ce chef à des dommages-intérêts fermera sûrement la voie de l'opposition à l'exécution du premier.

b. — Commandement.

Un commandement est le premier acte des procédures de saisies et d'emprisonnement. Il est, en effet, mentionné dans les titres du Code de procédure civile

relatifs à ces procédures d'exécution, et non dans le titre relatif aux jugements en général, comme la signification, ou dans le titre relatif aux règles générales sur l'exécution forcée des jugements et actes : il doit donc être considéré comme un acte d'exécution. S'il est signifié à personne, il suffira pour fermer la voie de l'opposition. La jurisprudence est divisée sur la question.

c. — *Procès-verbal de carence.*

Un procès-verbal de carence vaut exécution, au point de vue de la faculté d'opposition, quand aucune exécution sur les biens mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels du défaillant n'est possible, parce que ce dernier ne possède absolument rien, lorsque ce procès-verbal est dressé en présence du défaillant ou notifié à sa personne, ou lorsque ce dernier a accompli un acte impliquant qu'il a eu connaissance de ce procès-verbal.

Il faut, en premier lieu, que le procès-verbal de carence soit sérieux, qu'il n'y ait réellement rien ou aucun objet de valeur suffisante à saisir qui appartienne au défaillant, soit par une saisie-exécution, une saisie-brandon, une saisie immobilière, soit par une saisie de rentes ou une saisie-arrêt. Il a été justement décidé « qu'un procès-verbal de carence qui n'atteint aucune partie du patri-

moine du défaillant ne peut, alors même qu'il a été dressé parlant à personne, être considéré comme un acte d'exécution, rendant irrecevable l'opposition à un jugement par défaut faute de comparaître, qu'autant qu'il est établi qu'il a été absolument impossible de procéder à aucun autre acte d'exécution efficace (Paris, 2 avr. 1903, D. P. 1906. 2. 56) » ; « que le demandeur n'est pas fondé à prétendre qu'un procès-verbal de carence a suffi pour priver du droit d'opposition le défendeur défaillant, qu'il savait ou pouvait aisément savoir être atteint par une procédure de saisie immobilière (Bordeaux, 20 déc. 1898, D. P. 1900. 2. 31 ; Req. 2 févr. 1904, D. P. 1904. 1. 348) » ; « que, de même, le droit du défaillant de faire opposition persiste, bien qu'un procès-verbal de carence ait été dressé en sa présence, au domicile qu'il avait indiqué comme étant le sien, et où ne se trouvaient que des meubles, dont un tiers a revendiqué la propriété, lorsque le demandeur ne prouve pas avoir été, à ce moment, dans l'impossibilité de procéder à un autre acte d'exécution efficace, spécialement lorsqu'il est établi qu'au contraire ledit demandeur n'ignorait pas, à ce moment, l'existence de certains biens immeubles, appartenant au défaillant, et sur lesquels il avait requis, quelques jours avant le procès-verbal de carence, une inscription d'hypothèque judiciaire (Paris, 6 janv. 1909, D. P. 1910. 2. 45) ». Autrement dit, un procès-verbal de carence n'est susceptible de

fermer la voie de l'opposition que s'il n'y a aucune exécution efficace possible. Sinon, le défaillant est fondé à croire que le demandeur ne veut pas procéder à une exécution sérieuse du jugement.

Il faut, en second lieu, que le procès-verbal de carence soit signifié à la personne du défaillant ou dressé en sa présence, ou enfin que ce dernier ait accompli un acte duquel il résulte nécessairement que ce procès-verbal a été connu de lui : question de fait, que la Cour de cassation abandonne largement aux cours d'appel le soin de régler. Ainsi la Cour de cassation a admis qu'une cour d'appel pouvait juger souverainement qu'un procès-verbal de carence était nécessairement connu du défaillant, quand ce procès-verbal avait été dressé au domicile du défaillant, en présence de sa femme, et que ce dernier avait attendu plus de cinq années pour former opposition au jugement par défaut rendu contre lui (Req. 24 oct. 1906, D. P. 1907. 1. 72) : il semble qu'il n'y avait pas en la circonstance un acte accompli par la partie défaillante, prouvant qu'elle avait certainement connaissance de la tentative d'exécution du jugement ; il peut paraître regrettable que la chambre des requêtes ait arrêté le pourvoi. Par contre, la cour de Paris a fort exactement jugé : « que la voie de l'opposition est fermée au défaillant résidant à l'étranger, qui, sur une convocation à lui adressée par le consul de France de sa résidence pour recevoir les copies du commandement et

du procès-verbal de carence signifiés au parquet, puis transmises par la voie diplomatique, s'est présenté au consulat, mais a systématiquement refusé d'accepter la remise des copies qui lui ont été présentées (Paris. 3 avr. 1909, D. P. 1910. 2. 45) ». Il y a en effet là un acte, la présentation à la partie défaillante des copies du commandement et du procès-verbal de carence et son refus de recevoir ces copies, prouvant qu'elle a certainement connu l'exécution du jugement rendu contre elle.

d. — *Saisie-arrêt.*

Une saisie-arrêt ne peut suffire à fermer la voie de l'opposition que si le jugement qui l'a validée a été signifié au défaillant ; car, conformément à la jurisprudence signalée plus haut au sujet de la péremption, cette signification vaut transfert au saisissant de la propriété des effets saisis-arrêtés, et si, en outre, les sommes, valeurs ou objets saisis-arrêtés ont une valeur au moins égale aux condamnations prononcées contre le défaillant ; autrement dit, si cette saisie-arrêt aboutit à une exécution complète du jugement primitif.

Mais il peut y avoir, au cours de la procédure de saisie-arrêt, des actes signifiés à la personne du défaillant ou des actes prouvant que le défaillant a eu certainement connaissance de cette procédure, ainsi le

fait de constituer avoué. Ces actes lui ferment la voie de l'opposition (1).

Certains auteurs prétendent que, par analogie avec la saisie immobilière, la dénonciation de l'exploit de saisie-arrêt au défaillant lui ferme la voie de l'opposition. On ne voit pas trop cette analogie des deux procédures, et, en l'absence d'une disposition formelle de la loi, il convient de ne point assimiler la dénonciation d'un exploit de saisie-arrêt à la notification d'un procès-verbal de saisie immobilière, au point de vue de leurs effets quant à la faculté d'opposition.

e. — *Saisie des rentes.*

Cette analogie qu'on ne peut établir entre la procédure de la saisie immobilière et celle de la saisie-arrêt est au contraire frappante et doit être admise pour la saisie des rentes.

Comme on l'a vu plus haut au sujet de la péremption, la dénonciation de l'exploit de saisie d'une rente, dont elle est bénéficiaire, faite à la partie défaillante, conformément à l'article 641, lui ferme la voie de l'opposition, de même que la dénonciation d'un procès-verbal de saisie immobilière.

(1) Civ. cass., 30 juin 1812, *Rép. Dalloz*, v^o Jugements par défaut, 130-1^o; Civ. rej. 1^{er} mai 1823, *Rép. Dalloz*, *ibid.*; Nancy, 25 mai 1844, *Rép. Dalloz*, *ibid.*; Civ. cass., 22 mai 1827, *Rép. Dalloz*, *eod.* v^o, 130-2^o; Douai, 2 mai 1868, D. P. 1868. 2. 124; Paris, 28 mars 1896, D. P. 1896. 2. 517.

f. — *Appel interjeté par le défaillant
suivi d'un désistement.*

Il a été jugé que l'appel d'un jugement par défaut, interjeté par le défaillant et dont il s'est désisté, suppose bien qu'il a connu le jugement, mais ne constitue pas un acte d'exécution; qu'en conséquence, la voie de l'opposition ne lui est pas fermée (1). Cette solution est évidemment inexacte : l'appel est un acte accompli par le défaillant prouvant qu'il a eu connaissance du jugement rendu contre lui, et qu'il en a redouté l'exécution; il ne peut pas dépendre du défaillant de fermer et de rouvrir la voie de l'opposition en interjetant appel et en se désistant ensuite.

g. — *Exécution des jugements ordonnant une enquête.*

S'il s'agit d'une enquête sommaire, le jugement qui l'ordonne est exécuté par l'audition des témoins. Si une opposition intervenait avant le jour fixé pour cette audition, les témoins devraient néanmoins être cités, car les ordres donnés par le tribunal doivent recevoir leur exécution, quand cette exécution ne dépend pas de la seule volonté des parties; mais, au jour de l'audition, le tribunal peut ou statuer immédiatement sur l'opposition, puisqu'il s'agit d'une matière sommaire,

(1) Bourges, 30 août 1816, *Rép. Dalloz*, v^o Jugements par défaut, 119-2^o.

et entendre les témoins, ou remettre l'affaire pour être jugée à une audience ultérieure, et par suite également l'audition des témoins, si cette audition est à nouveau ordonnée.

S'il s'agit d'une enquête ordinaire, comme on l'a vu plus haut, elle est censée commencée par l'ordonnance du juge-commissaire qui fixe la date de l'audition des témoins, ordonnance accompagnée de l'ouverture du procès-verbal d'enquête, conformément à l'article 259. Le juge n'est pas obligé de s'arrêter devant une opposition du défaillant ; il n'est pas un agent d'exécution responsable des actes de sa partie, c'est un délégué du tribunal qui ne doit s'arrêter que devant un jugement de ce tribunal ; il n'a pas à être juge de la régularité de l'opposition, cette opposition ne saurait le dessaisir, du moment où il a été régulièrement saisi. Autant dire que l'opposition à l'exécution du jugement qui a ordonné l'enquête n'en empêche pas l'exécution après l'ouverture du procès-verbal d'enquête : elle doit donc être déclarée non recevable du chef de l'enquête, mais non bien entendu des autres chefs du jugement.

La jurisprudence exige en outre que le commencement d'exécution que constitue l'ordonnance du juge-commissaire soit notifié à la partie défaillante, à sa personne ou à son domicile (1). Mais l'article 158

(1) Bourges, 30 août 1831, *Rép. Dalloz*, v^o Jugements par défaut, 158-2^o ; Poitiers, 9 mai 1892, D. P. 1893. 2. 523 ; Caen, 13 févr. 1894, D. P. 1895. 2. 23.

n'exige nullement que le défaillant ait connaissance de l'exécution, et, si cette exécution a lieu à son insu, la voie de l'opposition lui est néanmoins fermée; d'autre part, une notification ne porte certainement l'exécution à la connaissance du défaillant que si elle est faite à sa personne, sauf toutefois quand la loi présume que cette notification lui est certainement parvenue, comme dans le cas d'une saisie immobilière. Aussi bien une mesure d'enquête ne porte pas atteinte aux intérêts du défaillant : ou les faits sont pertinents, et l'enquête eût toujours été ordonnée; ou ils ne sont pas pertinents, et alors, prouvés ou non, ils ne pourront lui nuire. D'ailleurs, dans le premier cas, le défaillant a toujours la faculté, en constituant avoué sur la réassignation après enquête, de faire ordonner la preuve contraire par le tribunal et, dans le second cas, de plaider le défaut de pertinence.

La solution proposée plus haut, quoique rigoureuse pour le défaillant, n'a donc pour lui aucuns inconvénients pratiques.

h. — *Exécution des jugements
ordonnant une descente sur les lieux.*

La question se résout de même : c'est l'ouverture du procès-verbal du juge commis pour la descente qui constitue l'exécution d'un tel jugement au point de vue de la faculté d'opposition.

i. — *Exécution des jugements ordonnant une expertise.*

La question se résout encore de même : c'est l'ouverture du procès-verbal du juge commis pour recevoir le serment des experts qui constitue l'exécution d'un tel jugement au point de vue de la faculté d'opposition (1).

j. — *Exécution des jugements ordonnant une reddition de comptes.*

L'expiration du délai fixé par le jugement qui ordonne la reddition de comptes ne suffit pas pour fermer la voie de l'opposition au défaillant ; il faut encore procéder à l'exécution pour les dépens, car sinon l'exécution du jugement ne serait pas complète, et, si le jugement prévoit une astreinte en cas de retard, il faut en outre l'exécuter pour l'astreinte.

k. — *Exécution des jugements tenant un écrit pour reconnu.*

Les jugements par défaut qui statuent sur une demande en vérification d'écriture tiennent, comme

(1) La jurisprudence exige en outre la sommation d'assister au serment des experts : Bourges, 12 août 1812, *Rép. Dalloz*, v^o Jugements par défaut, 158-3^o, et même le dépôt du rapport des experts : Req. 27 juin 1837, *Rép. Dalloz*, eod. v^o, 120-6^o.

on l'a vu, l'écrit pour reconnu, d'après l'article 194, et laissent les frais à la charge du demandeur, d'après l'article 193, et en outre d'après l'article 2 de la loi du 3 septembre 1807 (1). Aucune exécution n'est dans ces conditions possible, et la voie de l'opposition reste indéfiniment ouverte jusqu'au jour où le demandeur a obtenu contre le défaillant un jugement de condamnation au montant de l'obligation.

Comme il a été dit plus haut, la seule utilité pratique de ces jugements est la possibilité d'inscrire une hypothèque judiciaire après l'échéance ou l'exigibilité de l'obligation du débiteur : cette inscription hypothécaire peut être requise nonobstant l'opposition du défaillant, sauf à être annulée si ce dernier triomphe sur son opposition.

1. — *Exécution des jugements d'interdiction.*

Outre la réunion du conseil de famille, obligatoire pour empêcher la péremption des jugements d'interdiction, il faut procéder à leur exécution pour les dépens, si l'on veut fermer complètement la voie de l'opposition à l'interdit. D'ailleurs, celui-ci a toujours la ressource de demander la mainlevée de son interdiction. Mais la publicité requise par l'article 501 du Code civil ne constitue pas un acte d'exécution, et

(1) En sens contraire, il est vrai, Liège, 15 avr. 1835, précité.

l'absence de cette publicité n'empêcherait pas ces jugements de devenir définitifs.

m. — *Exécution des jugements nommant
un conseil judiciaire.*

L'exécution pour les dépens constituant la seule exécution possible sur les biens de l'individu pourvu d'un conseil judiciaire, il faut y procéder, si l'on veut lui fermer la voie de l'opposition.

n. — *Exécution des jugements par défaut
lorsque le défaillant est déclaré en faillite.*

Les jugements rendus par défaut contre un individu, qui postérieurement est déclaré en faillite, doivent être signifiés au syndic, par analogie avec la disposition de l'article 877 du Code civil relatif aux successions. Aucune exécution ne pouvant plus être faite sur les biens du défaillant, le demandeur devra employer les moyens que la législation des faillites met à sa disposition pour recouvrer sa créance, c'est-à-dire la remise de son titre au greffier du tribunal de commerce qui a déclaré la faillite, avec un bordereau indicatif du montant de la créance. En dehors de dispositions de la loi relatives à cette hypothèse, il y a lieu de penser que l'admission de la créance ferme la

voie de l'opposition au défaillant et à son syndic, mais que l'opposition est recevable jusqu'à cette admission.

o. — *Exécution des jugements par défaut
contre un établissement public.*

Aucune exécution directe sur les biens n'est possible. Si l'on veut fermer à l'établissement public défaillant la voie de l'opposition, il suffit de signifier un commandement à la personne du préposé à cette administration, ou de dresser un procès-verbal de carence en la présence de ce préposé ou de le notifier à sa personne.

Il a été jugé dans ce sens par un arrêt ancien (Colmar, 27 juin 1838, *Rép. Dalloz*, v^o Jugements par défaut, 403-3^o) « qu'un jugement par défaut contre l'État est réputé exécuté, lorsque, après avoir été signifié au préfet, en sa qualité de représentant de l'État, il lui a été en outre signifié un exécutoire des dépens, et qu'il a visé les deux exploits ».

Mais la jurisprudence actuelle est en sens contraire : il a été jugé « qu'un jugement par défaut obtenu contre une commune n'est pas réputé exécuté par cela seul que le maire a donné son visa sur l'exploit de commandement signifié à la commune, et a déclaré n'avoir pas de fonds pour payer ; que, par suite, un tel jugement demeure susceptible d'opposition (Riom, 15 févr. 1848, D. P. 1848. 2. 158) » ; « spécialement, que l'impossibilité de

procéder à l'égard d'une commune contre laquelle un jugement par défaut a été obtenu, par aucun des actes d'exécution indiqués dans l'article 159 du Code de procédure civile, laisse ouvert, au profit de la commune, le droit d'opposition (Bastia, 10 janv. 1866, D. P. 1867. 5. 255) ». Il a été jugé par la cour de Besançon, dans un arrêt du 20 juin 1908, D. P. 1910. 2. 6, « qu'un procès-verbal de carence à l'égard d'une commune est aussi radicalement nul et non existant que la saisie elle-même qui serait tentée contre la commune, et que par conséquent l'opposition est recevable jusqu'à ce que l'administration préfectorale ait inscrit d'office la créance du demandeur au budget communal ou que le chef de l'État ait rendu un décret ordonnant la vente des biens communaux non affectés à des services publics. » Ce dernier arrêt prête à des critiques : un procès-verbal de carence n'est pas un procès-verbal de saisie ; c'est en effet un procès-verbal constatant l'impossibilité d'une saisie, et il a été vu plus haut que ce procès-verbal ferme la voie de l'opposition au défaillant, en présence duquel il est dressé ou à la personne duquel il est notifié. Dans l'état actuel de la jurisprudence, il n'y a aucun moyen de fermer la voie de l'opposition à un établissement public défaillant.

p. — *Exécution contre les tiers.*

L'exécution d'un jugement par défaut contre les tiers est possible dès l'expiration du délai de huitaine de l'article 155 du Code de procédure civile, sur la production : 1° d'un certificat de la date de la signification au défaillant délivré par l'avoué du demandeur, si le jugement est rendu par le tribunal civil, ou par le greffier de la juridiction saisie dans les autres cas; et 2° d'un certificat, délivré par le greffier, que sur le registre tenu en exécution de l'article 163 du Code de procédure civile ne figure la mention d'aucune opposition. Cette exécution est souvent nécessaire pour parachever l'exécution du jugement et fermer, par suite, la voie de l'opposition; l'article 158 n'exige pas qu'elle soit connue du défaillant, le demandeur n'est donc pas obligé de la lui dénoncer.

Comme exemples d'actes d'exécution contre les tiers nécessaires pour parachever l'exécution de jugements rendus par défaut faute de comparaître, on peut citer la radiation d'une hypothèque, la transcription sur les registres des conservateurs des hypothèques des jugements prévus par les articles 1, 2 et 4 de la loi du 23 mars 1855, la transcription sur les registres de l'état civil d'une commune de jugements ordonnant la rectification d'un acte de l'état civil.

CONCLUSION

Il résulte de l'examen auquel nous nous sommes livré dans la présente étude que deux règles relatives à l'exécution des jugements par défaut pourraient, sans inconvénients, disparaître de nos lois : l'une, d'après laquelle tous jugements par défaut faute de comparaître ne peuvent être signifiés que par huissier commis, car la pratique en a montré l'inanité ; l'autre, d'après laquelle tous jugements par défaut faute de comparaître doivent être exécutés dans les six mois de leur obtention, car les effets en sont trop facilement éludés, et, même ne le fussent-ils pas, l'utilité de cette règle ne serait pas démontrée.

On ne peut qu'approuver, au contraire, les deux autres règles : celle de la suspension des poursuites d'exécution pendant la huitaine de la signification, car il faut donner au défaillant le temps de la réflexion,

et celle de la recevabilité de l'opposition jusqu'à l'exécution, car il faut avoir la certitude que le défaillant a eu connaissance du jugement par une exécution qui a porté atteinte à son patrimoine.

Toutefois, en ce qui concerne cette dernière règle, il ne nous semblerait pas nécessaire d'aller jusqu'à l'exécution, lorsque le jugement rendu contre le défaillant est signifié à sa personne, et l'on pourrait établir, en ce cas, un délai fixe d'opposition, de quinze jours, par exemple. D'autre part, ce serait une réforme heureuse de notre législation que d'y introduire le principe d'un délai fixe d'opposition à partir du moment où l'exécution est parfaite ou connue du défaillant : ce délai pourrait être de huit mois à partir du dernier acte d'exécution et de huit jours à partir de la connaissance par le défaillant d'un des actes d'exécution.

Il conviendrait peut-être aussi de limiter l'arbitraire que la jurisprudence de la Cour de cassation laisse aux tribunaux dans l'appréciation des actes desquels il résulte nécessairement que l'exécution du jugement a été connue de la partie défaillante : l'espèce de l'arrêt de la chambre des requêtes (Req. 24 oct. 1906, D. P. 1907. 1. 72), cité ci-dessus, donne le meilleur exemple de cet arbitraire. Il devrait y avoir là, non seulement une question de fait, mais une question de droit. Quels sont les actes accomplis par le défaillant

qui impliquent nécessairement sa connaissance de l'exécution poursuivie contre lui : c'est là une question toute théorique, que la Cour de cassation devrait, nous semble-t-il, régler souverainement.

Vu : *le Président,*

ALBERT TISSIER

Vu, *le Doyen,*

P. CAUVÈS

Vu, et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	5
CHAPITRE I. — Du moment à partir duquel les jugements par défaut deviennent exécutoires.	7
§ 1. — EXPOSÉ DE LA RÈGLE ET JUGEMENTS AUXQUELS ELLE S'APPLIQUE.	7
§ 2. — CAS PARTICULIERS.	13
A. — Jugements de séparation de biens.	13
B. — Jugements d'interdiction.	14
C. — Jugements de divorce.	15
D. — Jugements ordonnant une enquête.	17
§ 3. — DE L'EXÉCUTION PROVISOIRE.	20
§ 4. — EXÉCUTION CONTRE LES TIERS.	24
§ 5. — DES PROJETS DE RÉFORME.	26
CHAPITRE II. — De la signification des jugements rendus par défaut faute de comparaître.	29
CHAPITRE III. — Des délais de grâce.	38
CHAPITRE IV. — De la péremption des jugements par défaut.	40
§ 1. — EXPOSÉ DE LA RÈGLE DE LA PÉREMPTION ET JUGEMENTS AUXQUELS ELLE S'APPLIQUE.	40
§ 2. — JUGEMENTS AUXQUELS NE S'APPLIQUE PAS LA RÈGLE DE LA PÉREMPTION.	42
A. — Jugements par défaut déboutant d'une première opposition ; jugements rendus après défaut profit-joint ; jugements statuant sur des incidents en matière de faillite.	42

B. — Jugements déclaratifs de faillite.	43
C. — Jugements de divorce.	43
D. — Jugements de déchéance de la puissance pater- nelle	43
E. — Jugements en matière d'accidents du travail. . .	44
3. — DISCUSSION DE LA RÈGLE ET DES PROJETS DE RÉFORME.	46
4. — ACTES QUI EMPÊCHENT LA PÉREMPTION D'UN JUGEMENT PAR DÉFAUT FAUTE DE COMPARAITRE.	54
A. — Opposition du défaillant.	54
B. — Acquiescement du défaillant.	57
C. — Renonciation à la péremption.	57
D. — Actes d'exécution.	59
a. — <i>Actes d'exécution proprement dits</i>	61
1 ^o Commandement.	61
2 ^o Saisie mobilière.	62
3 ^o Saisie immobilière.	64
4 ^o Emprisonnement.	64
5 ^o Procès-verbal de carence.	65
6 ^o Saisie-arrêt.	67
7 ^o Exécution des jugements validant une saisie- arrêt	69
8 ^o Exécution des jugements ordonnant une enquête. .	70
9 ^o Exécution des jugements ordonnant une des- cente sur les lieux.	71
10 ^o Exécution des jugements ordonnant une exper- tise.	71
11 ^o Exécution des jugements ordonnant une reddi- tion de compte.	72
12 ^o Exécution des jugements tenant un écrit pour reconnu.	73
13 ^o Exécution des jugements d'interdiction	74
14 ^o Exécution des jugements nommant un conseil judiciaire.	75
15 ^o Exécution des jugements par défaut lorsque le défaillant est déclaré en faillite.	75
b. — <i>Actes qui, en principe, ne sont que conserva- toires</i>	76
1 ^o Signification du jugement.	76
2 ^o Inscription d'hypothèque judiciaire.	77

APPENDICE. — Exécution des jugements prononçant une séparation de biens.	78
CHAPITRE V. — De la recevabilité de l'opposition à l'exécution des jugements rendus par défaut faute de comparaître.	81
1. — EXPOSÉ DE LA RÈGLE DE LA RECEVABILITÉ DE L'OPPOSITION JUSQU'A L'EXÉCUTION ET JUGEMENTS AUXQUELS ELLE S'APPLIQUE.	81
§ 2. — JUGEMENTS AUXQUELS NE S'APPLIQUE PAS LA RÈGLE DE LA RECEVABILITÉ DE L'OPPOSITION JUSQU'A L'EXÉCUTION.	87
A. — Jugements de divorce.	87
B. — Jugements de la déchéance de la puissance paternelle.	89
C. — Jugements en matière d'accidents du travail.	90
D. — Jugements déclaratifs de faillite.	90
§ 3. — DES PROJETS DE RÉFORME	93
§ 4. — ACTES D'EXÉCUTION QUI FERMENT LA VOIE DE L'OPPOSITION.	95
A. — Actes d'exécution prévus par la loi.	96
a. — <i>Saisie et vente de meubles.</i>	96
b. — <i>Emprisonnement et recommandation.</i>	98
c. — <i>Saisie immobilière.</i>	98
d. — <i>Payement des frais.</i>	100
B. — Examen de certains actes au point de vue de leurs effets quant à la faculté d'opposition.	103
a. — <i>Signification du jugement.</i>	103
b. — <i>Commandement.</i>	103
c. — <i>Procès-verbal de carence.</i>	104
d. — <i>Saisie-arrêt.</i>	107
e. — <i>Saisie des rentes.</i>	108
f. — <i>Appel interjeté par le défaillant suivi d'un désistement.</i>	109
g. — <i>Exécution des jugements ordonnant une enquête.</i>	109
h. — <i>Exécution des jugements ordonnant une descente sur les lieux.</i>	111
i. — <i>Exécution des jugements ordonnant une expertise.</i>	112

j. — Exécution des jugements ordonnant une reddition de comptes.	112
k. — Exécution des jugements tenant un écrit pour reconnu.	112
l. — Exécution des jugements d'interdiction.	113
m. — Exécution des jugements nommant un conseil judiciaire.	114
n. — Exécution des jugements par défaut lorsque le défaillant est déclaré en faillite.	114
o. — Exécution des jugements par défaut contre un établissement public	115
p. — Exécution contre les tiers.	117
CONCLUSION.	118

IMPRIMERIE DE LA JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ

IMPRIMERIE DE LA JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ
